

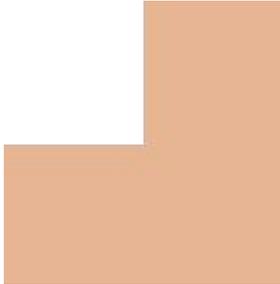


OFDT

Evaluation des conventions départementales d'objectifs justice-santé

– Volume d'annexes –

Octobre 2002



acadie 
coopérative conseil

170, rue du Faubourg Saint-Antoine - 75012 Paris
tél : 01 43 79 97 79 - fax : 01 43 79 99 52
E-mail : acadie@acadie-reflex.org

SCOP SARL à capital variable • R.C. 89 B 16413
siret 323 565 994 00023 • ape 741 E

Annexes

Abréviations

CCAA : centre de cure ambulatoire en alcoologie
 CDO : convention départementale d'objectifs
 CDPA : comité départemental de prévention de l'alcoolisme
 CEA : conduite en état alcoolique
 CHRS : centre d'hébergement et de réadaptation sociale
 CIP : conseiller d'insertion et de probation
 CJ : contrôle judiciaire
 CLS : contrat local de sécurité
 COPJ : convocation par officier de police judiciaire
 CPAL : comité de probation et d'aide aux libérés
 CSST : centre spécialisé de soins aux toxicomanes
 CUAS : chef d'unité d'action sanitaire
 CUASE : chef d'unité d'action socio-éducative
 DAGG : direction des affaires criminelles et des grâces
 DAP : direction de l'administration pénitentiaire
 DDASS : direction départementale des affaires sanitaires et sociales
 DDPJJ : direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse
 DDTEFP : direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
 DGS : direction générale de la santé
 DPJJ : direction de la protection judiciaire de la jeunesse
 DRASS : direction régionale des affaires sanitaires et sociales
 DRSP : direction régionale des services pénitentiaires
 DSPIP : directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation
 ETP : équivalent temps plein
 ILS : infraction à la législation sur les stupéfiants
 IT : injonction thérapeutique
 JAP : juge de l'application des peines
 MILDT : mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie
 MISP : médecin inspecteur de santé public
 MJD : maison de la justice et du droit
 OPJ : officier de police judiciaire
 PES : programme d'échange de seringues
 PPSMJ : personne placée sous main de justice

PR : procureur de la République
 PRAPS : programme régional d'accès à la prévention et aux soins
 PRS : programme régional de santé
 SME : sursis avec mise à l'épreuve
 SMPR : service médico-psychologique régional
 SPIP : services pénitentiaires d'insertion et de probation
 TGI : tribunal de grande instance
 TIG : travail d'intérêt général
 TTR : traitement en temps réel
 UCSA : unité de consultation et de soins ambulatoires

Lexique¹

Audience : séance au cours de laquelle une juridiction prend connaissance des prétentions des parties, instruit le procès et entend les personnes qui y participent (les parties, les témoins, le **procureur**, les avocats, etc.). La décision peut être rendue à l'audience ou ultérieurement.

Classement sans suite : décision prise par le **ministère public** de ne pas poursuivre parce que l'auteur est inconnu, l'infraction insuffisamment caractérisée ou parce qu'une alternative à la **poursuite** a été mise en place.

Classement sous condition : alternative à la poursuite, mise en œuvre par les **parquets** (rappel à la loi, régularisation d'une situation, **réparation** d'un dommage ou indemnisation d'une victime, etc.).

Comparution immédiate (procédure de) : anciennement procédures des « flagrants délits ». L'auteur du délit arrêté, soit en flagrant délit soit pour un délit non flagrant au terme d'une **enquête préliminaire**, qui encoure une **peine** comprise entre 2 et 7 ans d'emprisonnement et dont la culpabilité paraît évidente, est placé en **détention provisoire**. Il est jugé devant le **tribunal correctionnel** mais il peut aussi demander des délais pour préparer sa défense (au minimum deux semaines).

Condamnation : en matière pénale, décision de justice déclarant une personne coupable d'avoir commis une **infraction** et prononçant une **peine**.

Contrôle judiciaire : mesure alternative à la détention qui astreint une personne présumée avoir commis un **délit** ou un **crime** (**mis en examen** ou **prévenu**) à se mettre à la disposition de la justice et à remplir certaines obligations.

Convocation par procès verbal : dans la procédure pénale, elle permet à un **officier de police judiciaire** ou à un **procureur** de notifier au **prévenu** les faits retenus à son encontre, le lieu, la date et l'heure de l'**audience** à laquelle il aura à comparaître.

Crime : infraction la plus grave passible d'une ou plusieurs **peines** déterminées par la loi : réclusion criminelle pour les crimes de droit commun ou détention criminelle pour les crimes politiques, à perpétuité ou à temps, amendes et peines complémentaires.

Décision : lorsque les juges au terme d'un procès ont jugé une affaire, on dit qu'ils ont rendu une décision.

Délit : **infraction** jugée par les **tribunaux correctionnels** et punie par une peine d'emprisonnement de 10 ans au plus, une amende supérieure ou égale à 25 000 F, des jours-amendes, un **travail d'intérêt général**, une peine privative ou restrictive de droits, des peines complémentaires.

Détention provisoire : mesure prise par le **juge d'instruction** et, depuis le premier janvier 2001 par le **juge des libertés et de la détention**, ordonnant le placement en prison d'une

personne soupçonnée d'avoir commis un **crime** ou un **délit** puni d'au moins deux ans d'emprisonnement ou un an d'emprisonnement (en cas de **flagrant délit**) avant son **jugement**.

Détenu : personne incarcérée.

Enquête préliminaire : enquête de la **police judiciaire** dont les possibilités d'intervention sont limitées, pour rechercher les auteurs d'une **infraction** et les conditions dans lesquelles elle a été commise.

Etablissement pénitentiaire : les **détenus** provisoires avant **jugement** et les **condamnés** constituent la population carcérale dans les **établissements pénitentiaires**. Ce sont :

- les maisons d'arrêt qui reçoivent les détenus provisoires et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur ou égal à un an.
- Les établissements pour peine : les maisons centrales et les centres de détention à vocation nationale (pour les peines de plus de cinq ans) ou régionale (pour les peines à subir de cinq ans ou plus).
- Les centres autonomes de semi-liberté reçoivent les condamnés admis au régime de semi-liberté, leur permettant d'exercer une activité à l'extérieur.

Flagrant délit : délit qui est en train de se commettre ou qui vient de se commettre, constaté par la **police judiciaire**. Lorsque le fait est punissable d'une **peine** d'emprisonnement, le **parquet** peut présenter rapidement devant le juge lors d'une **audience** dite de **comparution immédiate**, pour qu'il y soit jugé.

Garde à vue : rétention d'une personne à sa disposition par un **officier de police judiciaire** pour les nécessités de l'enquête. L'application de la garde à vue est strictement réglementée par la loi et son exécution est surveillée par les **magistrats du parquet**.

Infraction : terme désignant toute action ou comportement interdit par la loi pénale et passible de sanctions pénales (contraventions, **délits** et **crimes**)

Injonction thérapeutique : dispositif de prise en charge sanitaire des usagers de drogues interpellés leur permettant d'accéder à un traitement.

Instruction : phase de la procédure pénale pendant laquelle sont mis en œuvre par le juge d'instruction les moyens permettant de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause ou qu'un non-lieu intervienne.

Juge d'instruction : **magistrat du siège du tribunal de grande instance** désigné comme tel par un décret de nomination, saisi des affaires pénales les plus complexes. Il accomplit tous les actes qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité pour constituer le dossier qu'il soumettra au tribunal ou à la cour.

Juge de l'application des peines : magistrat du siège, il intervient après le jugement pendant l'exécution des peines quelles qu'elles soient et même après la sortie de prison si elle est soumise à condition. Il aménage les sanctions pénales subies en milieu carcéral, en déterminant les modalités du traitement pénitentiaire ; il accorde ou révoque les réductions de peines, permission de sortie, la **semi-liberté**, etc. et, en milieu libre en contrôlant l'exécution des mesures de **sursis** avec mise à l'épreuve ;

¹ Ce lexique a été établi à partir de P. Truche, *Justice et institutions judiciaires*, Les notices, La documentation française, Paris, 2001.

Juge des libertés et de la détention : président du tribunal de grande instance ou son délégué (créé par la loi du 15 juin 2000 sur la présomption d'innocence), il a seul le pouvoir de mettre en détention une personne **mise en examen** par un **juge d'instruction**.

Jugement : décision rendue par une juridiction du premier degré. Au sens large, toute décision de justice.

Jugement contradictoire : jugement rendu à l'issue d'une procédure au cours de laquelle les parties ont comparu et ont fait valoir leurs moyens de défense.

Libération conditionnelle : mise en liberté par anticipation et sous contrôle du **détenu** qui a purgé une partie de sa **peine** et donné des signes d'amendement. Le droit de l'accorder appartient au **juge de l'application des peines**, soit à la juridiction régionale de la libération conditionnelle créée par la loi sur la présomption d'innocence du 15 juin 2000.

Magistrat : dans les juridictions de l'ordre judiciaire, civiles et pénales, les **magistrats du siège** qui exercent la fonction de juger et les **magistrats du parquet** qui exercent les fonctions de **poursuite** font partie d'un corps unique. Ils peuvent dans leur carrière passer d'un corps à l'autre ;

Médiation : processus de résolution amiable des conflits dans lequel une tierce personne, le médiateur, intervient auprès des parties pour les aider à parvenir à un accord. La médiation pénale, sur proposition du parquet, réunit l'auteur et la **victime** d'une infraction pénale pour trouver une solution librement négociée et définir les modalités d'une **réparation**.

Ministère public (procureurs et substituts) : en matière pénale, il reçoit les plaintes et les procès-verbaux et apprécie les suites à donner. Il exerce l'action publique, dirige la police, requiert l'application de la loi et assure l'exécution des **décisions** de justice.

Mise en examen : décision prise par le juge d'instruction contre une personne à l'encontre il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer comme auteur ou complice à la commission d'une infraction. Elle le demeure tant que l'infraction est en cours.

Opportunité des poursuites : principe en vertu duquel les **magistrats** du **ministère public** sont libres de déclencher ou non les poursuites pour un fait offrant toutes les caractéristiques d'une infraction. Ce principe s'oppose à celui de la légalité des poursuites et peut être mis en échec par une **plainte** avec constitution de partie civile de la **victime** de l'infraction.

Parquet (magistrat du) ou ministère public : auprès du **tribunal de grande instance**, ce sont le **procureur de la République** et ses **substituts** ; auprès de la cour d'appel ce sont le procureur général, les avocats généraux et les substituts du procureur général. Ils ont la charge de la poursuite pénale et dirigent l'activité des gendarmes et des policiers lorsque ceux-ci exercent des activités de **police judiciaire**.

Partie civile : personne victime d'une infraction qui met en mouvement l'action publique dans le cadre d'un procès pénale ou y participe pour réclamer la réparation de son préjudice. La victime peut se constituer partie civile au moment où elle dépose **plainte** ou en s'adressant au doyen des **juges d'instruction**, ou lors de l'audience du tribunal au moment du **jugement** de l'affaire.

Peine : sanction infligée au délinquant pour les infractions qu'ils commettent. Les peines principales sont fixées par le législateur selon le degré de l'infraction. Ce sont :

- la réclusion ou la détention criminelle à temps (entre 10 et 30 ans) ou à perpétuité ;
- l'emprisonnement correctionnel de 10 ans ou plus, avec ou sans sursis ;
- l'amende et les jours-amendes ;
- le **travail d'intérêt général** consistant pour le condamné à effectuer un travail au profit d'une collectivité publique ou d'une association, non rémunéré, d'une durée comprise entre 40 et 2401 heures pour un majeur ;
- les peines privatives ou restrictives de droit comme l'annulation ou la suspension du permis de conduire, des confiscations ou interdictions professionnelles ;
- certains **crimes, délits et contraventions** peuvent en outre être sanctionnés par des peines complémentaires (interdiction, déchéance, incapacité, retrait d'un droit, immobilisation ou confiscation d'un objet, etc.) ;
- un **prévenu** peut être dispensé de peine si le dommage est réparé, si le reclassement est acquis et le trouble à l'ordre public éteint ;
- les mineurs font principalement l'objet de mesures éducatives.

Plainte : dénonciation de faits dont une personne se dit **victime** qui peut être déposée aux services de police, de gendarmerie ou auprès du procureur de la République. Elle met en route la procédure pénale.

Placement extérieur : consiste pour le condamné à être employé hors de l'enclenche carcérale à des travaux contrôlés soit par l'administration pénitentiaire, soit par une autre administration y compris une collectivité publique. Le placement extérieur peut aussi consister en un stage probatoire en vue d'une **libération conditionnelle**.

Police judiciaire : fonction exercée principalement par la gendarmerie et la police nationale qui reçoivent les **plaintes**, constatent les **infractions** à la loi pénale, rassemblent les preuves, recherchent et arrêtent les auteurs d'infractions, sur délégation des **procureurs de la République et juges d'instruction**. On distingue les officiers de police judiciaire qui, notamment, ont le pouvoir de placer en garde à vue, et les agents de police judiciaire qui secondent les premiers dans leurs missions et ont des pouvoirs limités.

Post-sentenciel : phase de la procédure pénale se situant après le jugement des faits.

Poursuite : ensemble des actes accomplis par le **ministère public** ou la **victime** d'une **infraction** dans le but de saisir les juridictions répressives compétentes et d'aboutir à la **condamnation** du coupable.

Présentenciel : phase de la procédure pénale se situant avant le jugement.

Prévenu : personne poursuivie pour une **contravention** ou un **délit** et qui n'a pas encore été jugé ou dont la **condamnation** n'est pas définitive car elle a exercé une voie de recours.

Probation : la condamnation à une **peine** d'emprisonnement est assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve.

Procédure : ensemble de formalités à remplir pour agir devant un tribunal, avant, pendant et jusqu'à la fin du procès.

Procureur de la République : magistrat chef du **parquet** auprès du **tribunal de grande instance**.

Procureur général : magistrat chef du parquet auprès d'une cour d'appel ou de la Cour de cassation.

Prononcé du jugement : lecture en audience publique de la juridiction de jugement, du dispositif de la **décision** qui acquiert lorsqu'elle est définitive, autorité de la chose jugée. Le juge est dessaisi par le prononcé du jugement.

Récidive : situation d'un individu déjà condamné qui commet, selon certaines conditions et dans un certain délai, une nouvelle **infraction** pouvant entraîner le prononcé d'une **peine** plus lourde que celle normalement prévue.

Réparation pénale : dans le cadre de la justice des mineurs, la loi du 4 janvier 1993 permet au **juge des enfants** de décider une activité d'aide ou de réparation à l'égard de la **victime** ou dans l'intérêt de la collectivité, en vue de responsabiliser le mineur en lui permettant de réparer le préjudice subi par la victime.

Semi-liberté (régime de) : modalité d'exécution d'une peine permettant à un condamné d'exercer, hors d'un **établissement pénitentiaire**, une activité professionnelle, de suivre un enseignement ou de bénéficier d'un traitement médical. A l'issue de ces activités, le condamné doit rejoindre le centre de semi-liberté.

Sentence : **décision** rendue par un arbitre.

Siège (juge ou magistrat du) : il a pour mission d'appliquer la loi, de dire le droit après avoir entendu les parties en litige et leurs représentants (avocats et avoués) et le **ministère public**. Le juge du siège peut, dans sa juridiction, exercer plusieurs fonctions et siéger dans des formations civiles et dans des formations pénales. Il rend des **décisions** dénommées ordonnance, **jugement** ou arrêt. Au **tribunal de grande instance**, ce sont le président, les vice-présidents et les juges ; à la cour d'appel, ce sont le premier président, les présidents de chambre et les conseillers.

Substitut (du procureur) : magistrat adjoint du **procureur de la République**

Sursis : mesure accordée par une juridiction pénale qui dispense d'exécuter la peine en tout ou partie. Le sursis simple dispense d'exécuter la **peine**. Le sursis avec mise à l'épreuve dispense d'exécuter la peine prononcée tout en soumettant le condamné à certaines obligations.

Travail d'intérêt général voir Peine

Travailleur social : chargé par le **juge de l'application des peines** de surveiller le respect des obligations des condamnés en « milieu ouvert » ou en **libération conditionnelle**.

Tribunal correctionnel : formation du **tribunal de grande instance** en matière pénale chargée de juger les **délits** et, le cas échéant, de se prononcer sur les demandes d'indemnités des **parties civiles**. Juridiction normalement collégiale qui statue à 3 juges, le tribunal correctionnel voit la procédure à juge unique se développer. Les grandes juridictions ont les chambres spécialisées dans tels ou tels types de contentieux.

Tribunal de grande instance : juridiction de droit commun chargé de juger les affaires civiles portant sur des sommes supérieures à 50 000 F ou qui ne sont pas attribuées à d'autres juridictions. Le TGI est également compétent pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant (état civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession ...). Statuant en matière pénale, il est appelé **tribunal correctionnel**.

Tribunal de police : en matière pénale, le tribunal d'instance jugeant à juge unique les contraventions.

Tribunal pour enfants : juridiction chargée de juger les délits et les contraventions de 5^e classe. Sa compétence s'étend aux crimes commis par des mineurs de moins de 16 ans. Il est présidé par le juge des enfants ; ses deux assesseurs sont des non professionnels désignés par le ministre de la justice parmi les personnes intéressées par les problèmes de l'enfance. Le tribunal siège à huis clos.

Victime : personne qui subit personnellement et directement un préjudice, par opposition à la personne qui le cause. La victime d'abord considérée comme témoin devient partie civile devant les tribunaux répressifs lorsqu'elle demande réparation du préjudice ; elle peut alors se faire assister d'un avocat.

Sources officielles

Circulaires et notes d'orientation

Lettre du 14 janvier 1993 relative à la mise en œuvre de conventions d'objectifs de lutte contre la toxicomanie.

Circulaire du 19 mai 1994 relative à la politique de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité en milieu urbain pour le XI^{ème} plan.

Circulaire DGS/DH n°96-239 du 3 avril 1996 relative aux orientations dans le domaine de la prise en charge des toxicomanes.

Circulaire DGS/DH/DAP n°739 du 5 décembre 1996 relative à la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en milieu pénitentiaire : prévention, dépistage, prise en charge sanitaire, préparation à la sortie et formation des personnels.

Note d'orientation n°98-659 du 5 novembre 1998 relative à la révision des projets thérapeutiques des centres spécialisés de soins aux toxicomanes.

Note d'orientation du 12 février 1999 pour la mise en œuvre des conventions départementales d'objectifs de lutte contre la toxicomanie.

Circulaire DGS/SP3/DH/EO2/99 n°346 du 15 juin 1999 relative à l'organisation des soins hospitaliers pour personnes toxicomanes.

Circulaire du 17 juin 1999 relatives aux réponses judiciaires aux toxicomanies.

Note DGS n°99 – 423 du 19 juillet 1999 relative à l'accompagnement sanitaire et social des réponses judiciaires aux toxicomanes (usagers de drogues) définies par la circulaire du ministère de la justice du 17 juin 1999.

Note du 3 décembre 1999 relative aux conventions départementales d'objectifs de lutte contre la toxicomanie. Bilan et perspectives pour l'année 2000.

Note de la MILDT du 3 avril 2000 relative au cofinancement du programme par des crédits du Fonds social européen (FSE). Nouveau programme FSE, objectif 3 pour la période 2000-2006. Sujet traité : la gestion des crédits européens est déconcentrée auprès des préfets de régions.

La note explique la procédure à suivre pour obtenir des financements européens.

Arrêté du 21 juillet 2000 relatif à l'organisation de la direction générale de l'action sociale en sous-directions.

Note de restitution n°470 du 18 août 2000 aux services déconcentrés des résultats du comité de pilotage national.

Note de la MILDT du 9 novembre 2000 relative aux conventions départementales d'objectifs de lutte contre les toxicomanies relatives aux publics relevant de la justice. Bilan et perspectives pour 2000. Sujet : mise en œuvre du programme en 2001.

Circulaire interministérielle du 9 août 2001 relative à l'amélioration de la prise en charge sanitaire et sociale des personnes détenues présentant une dépendance aux produits licites ou illicites ou ayant une consommation abusive.

Circulaire de la MILDT du 5 février 2002 relative aux crédits déconcentrés de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances - exercice 2002.

Autres textes

Le dispositif de lutte contre la toxicomanie. Cour des comptes, Les éditions du journal officiel, juillet 1998.

Adolescents (14 – 21 ans) de la protection judiciaire de la jeunesse et santé, Inserm, 1998.

Plan triennal de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances – Premier ministre – La documentation française, 1999.

Bilans d'exécution des conventions départementales d'objectifs, MILDT, 1999 et 2000, 2001. Drogues et toxicomanies. Indicateurs et tendances, OFDT, Edition 1999.

Rapport au Garde des Sceaux sur la politique pénale menée en 1999, Ministère de la justice, direction des affaires criminelles et des grâces, avril 2000.

Le consommateur de produits illicites et l'enquête de police judiciaire, CESDIP, OFDT, Etude n°19, mars 2000.

EROPP 99. Enquête sur les représentations, opinions et perceptions relatives aux psychotropes, OFDT, Etudes n°20, avril 2000.

L'injonction thérapeutique. Evaluation du dispositif légal de prise en charge sanitaire des usagers de drogue interpellés, Michel Setbon, OFDT, Etude n°21, août 2000 (réédition)

Le coût social des drogues licites (alcool et tabac) et illicites en France. Pierre Kopp et Philippe Fenoglio, OFDT, Etude n°22, septembre 2000.

Tendances récentes - rapport TREND, OFDT, Paris, OFDT, 172 p., juin 2001 (annexes également disponibles)

Psychotropes et dépendance - profils des consommateurs et trajectoires de leurs comportements, ENSP - Université Nancy I, Paris, OFDT, 100 p., mai 2001

Carrières, territoires et filières pénales - Pour une sociologie comparée des trafics de drogues (Hauts-de-Seine, Nord, Seine-Saint-Denis), IFRESI-GRASS, Paris, OFDT, 362 p., mai 2001

Toxicomanie, police, justice : trajectoires pénales, CESDIP, Paris, OFDT, 196 p., avril 2001

Exploitation des données MILDT Année 1999

Les catégories utilisées

Typologie des opérateurs

CSST : Centre de Soins Spécialisés pour les Toxicomanes

CHRS : Centres d'Hébergement et de réadaptation sociale

Spécialisé alcool : CDPA, CCAA, Prévention routière, Autres spécialisés alcool

Spécialisé justice : Associations habilitées par le ministère de la justice (contrôle enquêtes rapides et de personnalité, médiations pénales, aide aux victimes...), Associations socioculturelles des prisons.

Autres : Points écoutes, Missions locales, Réseaux de soins (de médecins et ville, hôpital), Education pour la santé, Structures généralistes de lutte contre l'exclusion

Typologie des actions

Prévention : Conseil en prévention, Information, documentation

Accueil-orientation : information, orientation vers des structures de prise en charge

Ecoute suivi : Soutien, suivi psychologique

Consultations soin : Sevrage, Consultation médicale, Substitution

Hébergement : Appartement thérapeutique, Hébergement social / Nuitées d'hôtel, Famille d'accueil

Insertion sociale : Accompagnement socio-éducatif, aide juridique et administrative

Insertion professionnelle : Insertion par le travail et l'activité, aide à la recherche d'emploi

Coordination professionnelle : Coordination de réseau, Formation

Culture – sport : actions culturelle et artistiques, activités physiques

Situations judiciaires

- 1) **présentenciel** : Injonctions thérapeutiques, autres alternatives poursuites, contrôle judiciaire.
- 2) **milieu ouvert** : Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert, placements à l'extérieur, semi-liberté, libération conditionnelle.
- 3) **mineurs** : Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert, mineurs suivis en détention.
- 4) **alternatives à l'incarcération** : Travail d'intérêt général, sursis-mises à l'épreuve-ajournement
- 5) **prison et sortie de prison** : majeurs suivis en détention, mineurs suivis en détention, sortants de prison sans mesure.

Montant des financements par département
(source : grille-bilan, données disponibles pour 25 départements)

N° dpt	Structures financées	Total des crédits de toutes les structures par département
06	Alpes-Maritimes	1 061 000 F
11	Aude	220 000 F
13	Bouches-du-Rhône	2 644 000 F
26	Drôme	856 530 F
31	Haute-Garonne	1 469 500 F
33	Gironde	nr
34	Hérault	236 000 F
53	Mayenne	420 000 F
54	Meurthe-et-Moselle	974 000 F
55	Meuse	250 000 F
59	Nord	1 058 000 F
66	Pyrénées-Orientales	535 000 F
67	Bas-Rhin	630 000 F
69	Rhône	651 500 F
70	Haute-Saône	335 685 F
74	Haute-Savoie	185 400 F
75	Paris	1 491 130 F
76	Seine-Maritime	570 000 F
77	Seine-et-Marne	680 000 F
80	Somme	761 000 F
92	Hauts-de-Seine	730 860 F
93	Seine-saint-Denis	1 083 000 F
94	Val-de-Marne	1 093 000 F
95	Val-d'Oise	1 101 100 F
972	MARTINIQUE	400 000 F
National		19 436 705 F

Les structures financées

N° dpt	Départements	Structures financées											
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
06	Alpes-Maritimes	5	71%							2	29%	7	100%
11	Aude	2	100%									2	100%
13	Bouches-du-Rhône	2	17%	2	17%	5	42%			3	25%	12	100%
26	Drôme	1	20%	1	20%	1	20%	1	20%	1	20%	5	100%
31	Haute-Garonne	5	83%	1	17%							6	100%
33	Gironde					1	100%					1	100%
34	Hérault					4	80%			1	20%	5	100%
53	Mayenne									1	100%	1	100%
54	Meurthe-et-Moselle					2	40%	1	20%	2	40%	5	100%
55	Meuse	1	100%									1	100%
59	Nord	3	43%			1	14%	2	29%	1	14%	7	100%
66	Pyrénées-Orientales	1	50%							1	50%	2	100%
67	Bas-Rhin			2	67%					1	33%	3	100%
69	Rhône	1	33%	1	33%					1	33%	3	100%
70	Haute-Saône	1	33%			2	67%					3	100%
74	Haute-Savoie								1	100%		1	100%
75	Paris	2	67%			1	33%					3	100%
76	Seine-Maritime			2	100%							2	100%
77	Seine-et-Marne	2	50%	1	25%	1	25%					4	100%
80	Somme	1	100%									1	100%
92	Hauts-de-Seine			3	100%							3	100%
93	Seine-saint-Denis			3	75%					1	25%	4	100%
94	Val-de-Marne	1	14%			2	29%			4	57%	7	100%
95	Val-d'Oise	3	75%	1	25%							4	100%
972	MARTINIQUE	1	50%							1	50%	2	100%
National		32	34%	17	18%	20	21%	5	5%	20	21%	94	100%

Les actions financées

N° dot	Départements	Prévention		Accueil-orientation		Ecoute/Suivi		Consultation s/Soins		Hébergement		Insertion sociale		Insertion professionnelle		Coordination professionnelle		Culture/Sport		Total	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
06	Alpes-Maritimes	2	18%	1	9%	1	9%			2	18%	2	18%	1	9%			2	18%	11	100%
11	Aude			1	33%	1	33%			1	33%									3	100%
13	Bouches-du-Rhône			6	32%	5	26%			3	16%	1	5%	3	16%			1	5%	19	100%
26	Drôme	2	40%			1	20%	1	20%	1	20%									5	100%
31	Haute-Garonne			2	33%					2	33%	1	17%	1	17%					6	100%
33	Gironde													1	100%					1	100%
34	Hérault	2	40%	1	20%					1	20%			1	20%					5	100%
53	Mayenne					1	100%													1	100%
54	Meurthe-et-Moselle	1	10%			4	40%					1	10%	3	30%			1	10%	10	100%
55	Meuse					1	100%													1	100%
59	Nord			2	22%			3	33%			4	44%							9	100%
66	Pyrénées-Orientales							1	33%			2	67%							3	100%
67	Bas-Rhin									2	67%			1	33%					3	100%
69	Rhône	1	33%					1	33%					1	33%					3	100%
70	Haute-Saône					4	100%													4	100%
74	Haute-Savoie	1	25%			1	25%	1	25%									1	25%	4	100%
75	Paris			1	33%	1	33%	1	33%											3	100%
76	Seine-Maritime					1	50%					1	50%							2	100%
77	Seine-et-Marne					1	25%					1	25%	2	50%					4	100%
80	Somme			1	50%			1	50%											2	100%
92	Hauts-de-Seine									3	100%									3	100%
93	Seine-saint-Denis			1	14%					4	57%	1	14%			1	14%			7	100%
94	Val-de-Marne	2	29%	1	14%	2	29%			1	14%	1	14%							7	100%
95	Val-d'Oise	1	14%			1	14%	2	29%	2	29%	1	14%							7	100%
972	MARTINIQUE							2	100%											2	100%
National		12	10%	17	14%	25	20%	13	10%	22	18%	16	13%	14	11%	1	1%	5	4%	125	100%

Nb de personnes prise en charge - Estimation 1

Note : données issues de la dernière colonne Situations Judiciaires
(données grille situation judiciaire complétée par grille-bilan)

N° dpt	Départements	Nb total de personnes prises en charge dans l'année**
06	Alpes-Maritimes	312
07	Ardèche	108
11	Aude	118
12	Aveyron	77
26	Drôme	662
31	Haute-Garonne	244
33	Gironde	47
34	Hérault	148
37	Indre-et-Loire	87
44	Loire-Atlantique	123
45	Loiret	147
51	Marne	284
53	Mayenne	51
54	Meurthe-et-Moselle	689
55	Meuse	266
57	Moselle	667
59	Nord	348
62	Pas-de-Calais	584
66	Pyrénées-Orientales	31
67	Bas-Rhin	61

Nb de personnes prise en charge - Estimation 1

Note : données issues de la dernière colonne Situations Judiciaires
(données grille situation judiciaire complétée par grille-bilan)

N° dpt	Départements	Nb total de personnes prises en charge dans l'année**
68	Haut-Rhin	17
69	Rhône	198
70	Haute-Saône	359
73	Savoie	572
74	Haute-Savoie	67
75	Paris	162
76	Seine-Maritime	348
77	Seine-et-Marne	339
78	Yvelines	274
80	Somme	226
81	Tarn	146
84	Vaucluse	147
92	Hauts-de-Seine	214
93	Seine-saint-Denis	169
94	Val-de-Marne	422
95	Val-d'Oise	231
972	MARTINIQUE	290
TOTAL		9 235

Nb de personnes prises en charge - Estimation 2**Note** : données issues de la grille situation judiciaire

N° dpt	Départements	TOTAL
06	Alpes-Maritimes	272
07	Ardèche	108
11	Aude	118
12	Aveyron	77
26	Drôme	662
31	Haute-Garonne	179
33	Gironde	47
34	Hérault	148
37	Indre-et-Loire	87
44	Loire-Atlantique	123
45	Loiret	147
51	Marne	284
53	Mayenne	51
54	Meurthe-et-Moselle	689
55	Meuse	266
57	Moselle	667
59	Nord	348
62	Pas-de-Calais	584
66	Pyrénées-Orientales	31
67	Bas-Rhin	61

Nb de personnes prises en charge - Estimation 2

Note : données issues de la grille situation judiciaire

N° dpt	Départements	TOTAL
68	Haut-Rhin	17
69	Rhône	198
70	Haute-Saône	68
73	Savoie	572
74	Haute-Savoie	67
75	Paris	162
76	Seine-Maritime	238
77	Seine-et-Marne	339
78	Yvelines	274
80	Somme	226
81	Tarn	146
84	Vaucluse	147
92	Hauts-de-Seine	214
93	Seine-saint-Denis	169
94	Val-de-Marne	422
95	Val-d'Oise	231
972	MARTINIQUE	290

National	8 729
-----------------	--------------

Montant du financement par personne**25 départements**

N° dpt	Départements	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Total des financements	Montant du financement par personne prise en charge
06	Alpes-Maritimes	344	1 061 000 F	3 084 F
11	Aude	37	220 000 F	5 946 F
13	Bouches-du-Rhône	914	2 644 000 F	2 893 F
26	Drôme	627	856 530 F	1 366 F
31	Haute-Garonne	243	1 469 500 F	6 047 F
33	Gironde	23	nr	nr
34	Hérault	245	236 000 F	963 F
53	Mayenne	51	420 000 F	8 235 F
54	Meurthe-et-Moselle	1015	974 000 F	960 F
55	Meuse	nr	250 000 F	nr
59	Nord	348	1 058 000 F	3 040 F
66	Pyrénées-Orientales	31	535 000 F	17 258 F
67	Bas-Rhin	62	630 000 F	10 161 F
69	Rhône	177	651 500 F	3 681 F
70	Haute-Saône	359	335 685 F	935 F
74	Haute-Savoie	222	185 400 F	835 F
75	Paris	128	1 491 130 F	11 649 F
76	Seine-Maritime	303	570 000 F	1 881 F
77	Seine-et-Marne	350	680 000 F	1 943 F
80	Somme	226	761 000 F	3 367 F
92	Hauts-de-Seine	57	730 860 F	12 822 F
93	Seine-saint-Denis	196	1 083 000 F	5 526 F
94	Val-de-Marne	839	1 093 000 F	1 303 F
95	Val-d'Oise	231	1 101 100 F	4 767 F
972	MARTINIQUE	290	400 000 F	1 379 F
National		7 318	19 436 705 F	2 656 F

Nb de personnes prises en charge par type de structure

N° dpt	Départements	Structures financées													
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		NR		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
06	Alpes-Maritimes	260	76%							84	24%			344	100%
11	Aude	37	100%											37	100%
13	Bouches-du-Rhône	438	48%	100	11%	298	33%			78	9%			914	100%
26	Drôme	104	17%	21	3%	116	19%	20	3%	366	58%			627	100%
31	Haute-Garonne	225	93%	18	7%									243	100%
33	Gironde					23	100%							23	100%
34	Hérault					245	100%			nr				245	100%
53	Mayenne									51	100%			51	100%
54	Meurthe-et-Moselle					811	80%	186	18%	18	2%			1015	100%
55	Meuse	nr											nr		
59	Nord	143	41%					13	4%	192	55%			348	100%
66	Pyrénées-Orientales	19	61%							12	39%			31	100%
67	Bas-Rhin			62	100%					nr				62	100%
69	Rhône	56	32%	18	10%					103	58%			177	100%
70	Haute-Saône	291	81%			68	19%							359	100%
74	Haute-Savoie							222	100%					222	100%
75	Paris	69	54%			59	46%							128	100%
76	Seine-Maritime			303	100%									303	100%
77	Seine-et-Marne	106	30%	15	4%	229	65%							350	100%
80	Somme	226	100%											226	100%
92	Hauts-de-Seine			57	100%									57	100%
93	Seine-saint-Denis			162	83%					34	17%			196	100%
94	Val-de-Marne	268	32%			274	33%			297	35%			839	100%
95	Val-d'Oise	229	99%	2	1%									231	100%
972	MARTINIQUE	261	90%							29	10%			290	100%
National		2732	37%	758	10%	2123	29%	441	6%	1264	17%	0	0%	7318	100%

Nombre de personnes prises en charge par situation judiciaire

N° dpt	Départements	présentenciel (1)		milieu ouvert (2)		mineurs (3)		alternatives à incarcération (4)		personnes en prison et sorties de prison (5)	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
06	Alpes-Maritimes	74	27%	64	24%	32	12%	72	26%	62	23%
07	Ardèche	0	0%	44	41%	44	41%	0	0%	64	59%
11	Aude	14	12%	3	3%	0	0%	52	44%	49	42%
12	Aveyron	14	18%	2	3%	1	1%	17	22%	44	57%
26	Drôme	69	10%	12	2%	0	0%	55	8%	526	79%
31	Haute-Garonne	51	28%	24	13%	20	11%	47	26%	57	32%
33	Gironde	25	53%	3	6%	0	0%	14	30%	5	11%
34	Hérault	123	83%	0	0%	0	0%	14	9%	11	7%
37	Indre-et-Loire	0	0%	0	0%	0	0%	87	100%	0	0%
44	Loire-Atlantique	87	71%	8	7%	0	0%	23	19%	5	4%
45	Loiret	20	14%	19	13%	14	10%	31	21%	77	52%
51	Marne	5	2%	2	1%	6	2%	0	0%	277	98%
53	Mayenne	0	0%	0	0%	0	0%	51	100%	0	0%
54	Meurthe-et-Moselle	435	63%	61	9%	0	0%	42	6%	151	22%
55	Meuse	206	77%	0	0%	0	0%	60	23%	0	0%
57	Moselle	304	46%	40	6%	8	1%	18	3%	305	46%
59	Nord	207	59%	20	6%	7	2%	24	7%	97	28%
62	Pas-de-Calais	268	46%	44	8%	39	7%	111	19%	161	28%
66	Pyrénées-Orientales	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	31	100%
67	Bas-Rhin	9	15%	6	10%	2	3%	44	72%	2	3%
68	Haut-Rhin	17	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
69	Rhône	60	30%	13	7%	34	17%	24	12%	101	51%
70	Haute-Saône	11	16%	0	0%	0	0%	17	25%	40	59%
73	Savoie	512	90%	6	1%	0	0%	0	0%	54	9%
74	Haute-Savoie	32	48%	0	0%	0	0%	33	49%	2	3%

Nombre de personnes prises en charge par situation judiciaire

N° dpt	Départements	présentenciel (1)		milieu ouvert (2)		mineurs (3)		alternatives à l'incarcération (4)		personnes en prison et sorties de prison (5)	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
75	Paris	29	18%	29	18%	27	17%	43	27%	61	38%
76	Seine-Maritime	24	10%	15	6%	0	0%	53	22%	146	61%
77	Seine-et-Marne	260	77%	28	8%	15	4%	34	10%	17	5%
78	Yvelines	93	34%	4	1%	3	1%	15	5%	162	59%
80	Somme	0	0%	226	100%	199	88%	0	0%	0	0%
81	Tarn	22	15%	23	16%	23	16%	0	0%	101	69%
84	Vaucluse	102	69%	3	2%	0	0%	14	10%	28	19%
92	Hauts-de-Seine	17	8%	2	1%	0	0%	25	12%	170	79%
93	Seine-saint-Denis	81	48%	11	7%	2	1%	46	27%	31	18%
94	Val-de-Marne	242	57%	24	6%	48	11%	25	6%	131	31%
95	Val-d'Oise	3	1%	0	0%	118	51%	0	0%	228	99%
972	MARTINIQUE	120	41%	19	7%	13	4%	20	7%	131	45%
National		3536	41%	755	9%	655	8%	1111	13%	3327	38%

Notes :

(1) **présentenciel** : Injonctions thérapeutiques, autres alternatives poursuites, contrôle judiciaire.

(2) **milieu ouvert** : Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert, placements à l'extérieur, semi-liberté, libération conditionnelle.

(3) **mineurs** : Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert, mineurs suivis en détention.

(4) **alternatives à l'incarcération** : Travail d'intérêt général, sursis-mises à l'épreuve-ajournement.

(5) **prison et sortie de prison** : majeurs suivis en détention, mineurs suivis en détention, sortants de prison sans mesure.

Exploitation des données MILDT Année 2000

**Montant des financements par département
(classement par ordre croissant)**

N° dpt	Départements	Total des financements
19	Corrèze	48 000 F
28	Eure-et-Loire	65 000 F
48	Lozère	99 000 F
04	Alpes-de-Hautes-Provence	100 000 F
50	Manche	102 000 F
40	Landes	108 700 F
16	Charente	117 000 F
87	Haute-Vienne	130 000 F
973	GUYANE	132 000 F
90	Territoire-de-Belfort	142 000 F
61	Orne	144 000 F
09	Ariège	163 000 F
22	Côtes d'Armor	165 800 F
47	Lot-et-Garonne	179 778 F
14	Calvados	180 000 F
60	Oise	182 000 F
08	Ardennes	198 000 F
46	Lot	202 064 F
71	Saône-et-Loire	206 073 F
68	Haut-Rhin	216 000 F
85	Vendée	227 000 F
86	Vienne	260 000 F
63	Puy-de-Dôme	261 597 F
10	Aube	280 000 F
12	Aveyron	300 000 F
30	Gard	300 000 F
55	Meuse	300 000 F

**Montant des financements par département
(classement par ordre croissant)**

N° dpt	Départements	Total des financements
65	Hautes-Pyrénées	310 000 F
42	Loire	313 000 F
18	Cher	313 260 F
49	Maine-et-Loire	330 000 F
27	Eure	340 000 F
21	Côte-d'Or	386 000 F
07	Ardèche	400 000 F
64	Pyrénées-Atlantiques	404 546 F
53	Mayenne	420 000 F
11	Aude	420 500 F
45	Loiret	441 150 F
37	Indre-et-Loire	450 790 F
70	Haute-Saône	460 000 F
25	Doubs	461 614 F
972	MARTINIQUE	473 000 F
974	REUNION	492 000 F
74	Haute-Savoie	500 000 F
77	Seine-et-Marne	500 000 F
971	GUADELOUPE	500 000 F
81	Tarn	510 000 F
35	Ille-et-Vilaine	520 000 F
66	Pyrénées-Orientales	535 000 F
72	Sarthe	570 000 F
76	Seine-Maritime	592 400 F
91	Essonne	612 356 F
67	Bas-Rhin	630 000 F
44	Loire-Atlantique	630 720 F

**Montant des financements par département
(classement par ordre croissant)**

N° dpt	Départements	Total des financements
01	Ain	643 478 F
83	Var	650 000 F
51	Marne	694 300 F
24	Dordogne	697 750 F
69	Rhône	700 000 F
73	Savoie	731 000 F
78	Yvelines	780 000 F
34	Hérault	806 940 F
26	Drôme	856 530 F
80	Somme	876 000 F
94	Val-de-Marne	885 000 F
38	Isère	896 000 F
57	Moselle	985 000 F
33	Gironde	1 054 000 F
84	Vaucluse	1 057 000 F
31	Haute-Garonne	1 229 500 F
54	Meurthe-et-Moselle	1 264 250 F
93	Seine-saint-Denis	1 303 000 F
75	Paris	1 306 500 F
95	Val-d'Oise	1 399 906 F
59	Nord	1 461 000 F
06	Alpes-Maritimes	1 630 000 F
92	Hauts-de-Seine	1 671 000 F
62	Pas-de-Calais	1 848 500 F
13	Bouches-du-Rhône	2 512 000 F
National		45 264 002 F

Montants et part des financements par type de structures

N° dpt	Départements	Structures financées										Total du financement par département	
		CSST		CHRS		Spécialisé alcool (CCAA, CDPA et prévention routière)		Spécialisé justice		Autres			
		Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
01	Ain	484 000 F	75%			159 478 F	25%					643 478 F	100%
04	Alpes-de-Hautes-Provence					37 000 F	37%			63 000 F	63%	100 000 F	100%
06	Alpes-Maritimes	827 800 F	51%					180 000 F	11%	622 200 F	38%	1 630 000 F	100%
07	Ardèche	400 000 F	100%									400 000 F	100%
08	Ardennes	150 000 F	76%			48 000 F	24%					198 000 F	100%
09	Ariège					45 000 F	28%	103 500 F	63%	14 500 F	9%	163 000 F	100%
10	Aube	280 000 F	100%									280 000 F	100%
11	Aude	420 500 F	100%									420 500 F	100%
12	Aveyron					150 000 F	50%	150 000 F	50%			300 000 F	100%
13	Bouches-du-Rhône	1 098 000 F	44%	510 000 F	20%			770 000 F	31%	134 000 F	5%	2 512 000 F	100%
14	Calvados	120 000 F	67%					60 000 F	33%			180 000 F	100%
16	Charente					117 000 F	100%					117 000 F	100%
18	Cher	80 160 F	26%	165 000 F	53%			68 100 F	22%			313 260 F	100%
19	Corrèze							48 000 F	100%			48 000 F	100%
21	Côte-d'Or	123 000 F	32%			243 800 F	63%	19 200 F	5%			386 000 F	100%
22	Côtes d'Armor							144 800 F	87%	21 000 F	13%	165 800 F	100%
24	Dordogne					181 000 F	26%	256 250 F	37%	260 500 F	37%	697 750 F	100%
25	Doubs	187 400 F	41%			274 214 F	59%					461 614 F	100%
26	Drôme	318 000 F	37%	320 000 F	37%	20 000 F	2%	150 000 F	18%	48 530 F	6%	856 530 F	100%
27	Eure	340 000 F	100%									340 000 F	100%
28	Eure-et-Loire	65 000 F	100%									65 000 F	100%
30	Gard	150 000 F	50%					150 000 F	50%			300 000 F	100%
31	Haute-Garonne	689 500 F	56%	540 000 F	44%							1 229 500 F	100%
33	Gironde			40 000 F	4%			1 014 000 F	96%			1 054 000 F	100%
34	Hérault	201 040 F	25%					372 900 F	46%	233 000 F	29%	806 940 F	100%
35	Ille-et-Vilaine					520 000 F	100%					520 000 F	100%
37	Indre-et-Loire	330 000 F	73%			120 790 F	27%					450 790 F	100%
38	Isère	60 000 F	7%			72 000 F	8%	464 000 F	52%	300 000 F	33%	896 000 F	100%

Montants et part des financements par type de structures

N° dpt	Départements	Structures financées										Total du financement par département	
		CSST		CHRS		Spécialisé alcool (CCAA, CDPA et prévention routière)		Spécialisé justice		Autres			
		Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
40	Landes	41 000 F	38%			67 700 F	62%					108 700 F	100%
42	Loire	133 000 F	42%			80 000 F	26%			100 000 F	32%	313 000 F	100%
44	Loire-Atlantique	442 720 F	70%					48 000 F	8%	140 000 F	22%	630 720 F	100%
45	Loiret	180 000 F	41%					261 150 F	59%			441 150 F	100%
46	Lot					150 000 F	74%			52 064 F	26%	202 064 F	100%
47	Lot-et-Garonne					51 418 F	29%	128 360 F	71%			179 778 F	100%
48	Lozère	51 000 F	52%			48 000 F	48%					99 000 F	100%
49	Maine-et-Loire	190 000 F	58%			23 000 F	7%	45 000 F	14%	72 000 F	22%	330 000 F	100%
50	Manche					27 000 F	26%	75 000 F	74%			102 000 F	100%
51	Marne	440 000 F	63%			84 300 F	12%	170 000 F	24%			694 300 F	100%
53	Mayenne									420 000 F	100%	420 000 F	100%
54	Meurthe-et-Moselle					938 800 F	74%	180 450 F	14%	145 000 F	11%	1 264 250 F	100%
55	Meuse							300 000 F	100%			300 000 F	100%
57	Moselle	290 000 F	29%	147 500 F	15%			150 000 F	15%	397 500 F	40%	985 000 F	100%
59	Nord	935 000 F	64%			226 000 F	15%			300 000 F	21%	1 461 000 F	100%
60	Oise			60 000 F	33%	122 000 F	67%					182 000 F	100%
61	Orne	62 000 F	43%	27 000 F	19%	25 000 F	17%	30 000 F	21%			144 000 F	100%
62	Pas-de-Calais	1 547 500 F	84%			301 000 F	16%					1 848 500 F	100%
63	Puy-de-Dôme	168 205 F	64%			93 392 F	36%					261 597 F	100%
64	Pyrénées-Atlantiques	319 746 F	79%			42 800 F	11%	42 000 F	10%			404 546 F	100%
65	Hauts-Pyrénées					310 000 F	100%					310 000 F	100%
66	Pyrénées-Orientales	485 000 F	91%							50 000 F	9%	535 000 F	100%
67	Bas-Rhin			630 000 F	100%							630 000 F	100%
68	Haut-Rhin							66 000 F	31%	150 000 F	69%	216 000 F	100%
69	Rhône	250 000 F	36%	230 281 F	33%	64 000 F	9%			155 719 F	22%	700 000 F	100%
70	Haute-Saône	189 001 F	41%			134 999 F	29%	136 000 F	30%			460 000 F	100%
71	Saône-et-Loire	158 101 F	77%			47 972 F	23%					206 073 F	100%
72	Sarthe	162 600 F	29%	170 000 F	30%	237 400 F	42%					570 000 F	100%

Montants et part des financements par type de structures

N° dpt	Départements	Structures financées										Total du financement par département	
		CSST		CHRS		Spécialisé alcool (CCAA, CDPA et prévention routière)		Spécialisé justice		Autres			
		Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
73	Savoie	325 000 F	44%			80 000 F	11%	296 000 F	40%	30 000 F	4%	731 000 F	100%
74	Haute-Savoie					500 000 F	100%					500 000 F	100%
75	Paris	959 000 F	73%					347 500 F	27%			1 306 500 F	100%
76	Seine-Maritime			522 400 F	88%			70 000 F	12%			592 400 F	100%
77	Seine-et-Marne	265 000 F	53%	235 000 F	47%							500 000 F	100%
78	Yvelines	240 000 F	31%	260 000 F	33%					280 000 F	36%	780 000 F	100%
80	Somme	761 000 F	87%			115 000 F	13%					876 000 F	100%
81	Tarn	510 000 F	100%									510 000 F	100%
83	Var	300 000 F	46%			350 000 F	54%					650 000 F	100%
84	Vaucluse	583 000 F	55%			173 000 F	16%	121 000 F	11%	180 000 F	17%	1 057 000 F	100%
85	Vendée	227 000 F	100%									227 000 F	100%
86	Vienne	160 000 F	62%					100 000 F	38%			260 000 F	100%
87	Haute-Vienne					130 000 F	100%					130 000 F	100%
90	Territoire-de-Belfort	46 650 F	33%			95 350 F	67%					142 000 F	100%
91	Essonne	232 000 F	38%	380 356 F	62%							612 356 F	100%
92	Hauts-de-Seine	410 000 F	25%	1 181 000 F	71%					80 000 F	5%	1 671 000 F	100%
93	Seine-saint-Denis			833 000 F	64%	220 000 F	17%			250 000 F	19%	1 303 000 F	100%
94	Val-de-Marne	301 000 F	34%					180 000 F	20%	404 000 F	46%	885 000 F	100%
95	Val-d'Oise	1 349 906 F	96%	50 000 F	4%							1 399 906 F	100%
971	GUADELOUPE	500 000 F	100%									500 000 F	100%
972	MARTINIQUE	273 000 F	58%							200 000 F	42%	473 000 F	100%
973	GUYANE	132 000 F	100%									132 000 F	100%
974	REUNION			200 000 F	41%	30 000 F	6%			262 000 F	53%	492 000 F	100%
National		19 943 829 F	44%	6 501 537 F	14%	6 756 413 F	15%	6 697 210 F	15%	5 365 013 F	12%	45 264 002 F	100%

Montants et part des financements par type d'actions

N° dpt	Départements	Prévention	Accueil-orientation	Ecoute/Suivi	Consult /Soins	Hébergé	Insertion sociale	Insertion prof	Coordination prof	Culture/ Sport	Non renseigné	Total
		Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
01	Ain	27 700 F			615 778 F							643 478 F
04	Alpes-de-Hautes-Provence	100 000 F										100 000 F
06	Alpes-Maritimes	635 000 F				300 000 F		60 000 F		20 000 F	615 000 F	1 630 000 F
07	Ardèche		278 000 F	122 000 F								400 000 F
08	Ardennes										198 000 F	198 000 F
09	Ariège	148 500 F						14 500 F				163 000 F
10	Aube				280 000 F							280 000 F
11	Aude		150 000 F	60 000 F		210 500 F						420 500 F
12	Aveyron			300 000 F								300 000 F
13	Bouches-du-Rhône		948 000 F	365 000 F		600 000 F		599 000 F				2 512 000 F
14	Calvados	120 000 F		60 000 F								180 000 F
16	Charente										117 000 F	117 000 F
18	Cher			148 260 F		165 000 F						313 260 F
19	Corrèze										48 000 F	48 000 F
21	Côte-d'Or	13 000 F	123 000 F		200 000 F					50 000 F		386 000 F
22	Côtes d'Armor										165 800 F	165 800 F
24	Dordogne	37 500 F	131 000 F	529 250 F								697 750 F
25	Doubs		91 200 F	170 658 F	199 756 F							461 614 F
26	Drôme	20 000 F		150 000 F	318 000 F	320 000 F				48 530 F		856 530 F
27	Eure	340 000 F										340 000 F
28	Eure-et-Loire										65 000 F	65 000 F
30	Gard			300 000 F								300 000 F
31	Haute-Garonne										1 229 500 F	1 229 500 F
33	Gironde	280 000 F	334 000 F				40 000 F	400 000 F				1 054 000 F
34	Hérault	27 900 F		50 000 F		260 000 F	328 000 F	141 040 F				806 940 F
35	Ille-et-Vilaine		520 000 F									520 000 F
37	Indre-et-Loire										450 790 F	450 790 F

Montants et part des financements par type d'actions

N° dpt	Départements	Prévention	Accueil-orientation	Ecoute/Suivi	Consult /Soins	Hébergt	Insertion sociale	Insertion prof	Coordi- n prof	Culture/ Sport	Non renseigné	Total
		Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
38	Isère	85 860 F		60 000 F	400 140 F		350 000 F					896 000 F
40	Landes	67 700 F			41 000 F							108 700 F
42	Loire	80 000 F				133 000 F			100 000 F			313 000 F
44	Loire-Atlantique	48 000 F	30 720 F	302 000 F		200 000 F				50 000 F		630 720 F
45	Loiret			48 575 F	180 000 F			212 575 F				441 150 F
46	Lot	185 000 F	17 064 F									202 064 F
47	Lot-et-Garonne	80 520 F	99 258 F									179 778 F
48	Lozère			48 000 F	51 000 F							99 000 F
49	Maine-et-Loire	120 000 F		145 000 F	20 000 F			30 000 F		15 000 F		330 000 F
50	Manche										102 000 F	102 000 F
51	Marne	3 300 F	50 000 F	40 000 F	231 000 F	300 000 F		70 000 F				694 300 F
53	Mayenne				420 000 F							420 000 F
54	Meurthe-et-Moselle	245 000 F		470 450 F	55 000 F		80 000 F	323 800 F		90 000 F		1 264 250 F
55	Meuse						300 000 F					300 000 F
57	Moselle		290 000 F			147 500 F		547 500 F				985 000 F
59	Nord		590 000 F		226 000 F		645 000 F					1 461 000 F
60	Oise										182 000 F	182 000 F
61	Orne	22 000 F	67 000 F	25 000 F					30 000 F			144 000 F
62	Pas-de-Calais	40 000 F		1 547 500 F	246 000 F			15 000 F				1 848 500 F
63	Puy-de-Dôme	93 392 F		98 205 F	70 000 F							261 597 F
64	Pyrénées-Atlantiques	22 800 F	70 360 F	133 886 F	177 500 F							404 546 F
65	Hauts-Pyrénées						310 000 F					310 000 F
66	Pyrénées-Orientales				375 000 F		160 000 F					535 000 F
67	Bas-Rhin					150 000 F		480 000 F				630 000 F
68	Haut-Rhin					66 000 F		150 000 F				216 000 F
69	Rhône	219 719 F			250 000 F			230 281 F				700 000 F
70	Haute-Saône			160 057 F	201 318 F		98 625 F					460 000 F

Montants et part des financements par type d'actions

N° dpt	Départements	Prévention	Accueil-orientation	Ecoute/Suivi	Consult /Soins	Hébergé	Insertion sociale	Insertion prof	Coordination prof	Culture/ Sport	Non renseigné	Total
		Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
71	Saône-et-Loire	110 542 F		95 531 F								206 073 F
72	Sarthe										570 000 F	570 000 F
73	Savoie	145 000 F		198 000 F	200 000 F				188 000 F			731 000 F
74	Haute-Savoie	33 200 F		28 800 F	55 600 F	250 000 F			132 400 F			500 000 F
75	Paris		347 500 F	590 000 F	369 000 F							1 306 500 F
76	Seine-Maritime		70 000 F				522 400 F					592 400 F
77	Seine-et-Marne					260 000 F	155 000 F	85 000 F				500 000 F
78	Yvelines		280 000 F	40 000 F		260 000 F	200 000 F					780 000 F
80	Somme	15 000 F	525 000 F		336 000 F							876 000 F
81	Tarn				500 000 F		10 000 F					510 000 F
83	Var										650 000 F	650 000 F
84	Vaucluse				294 000 F	583 000 F		180 000 F				1 057 000 F
85	Vendée			99 716 F					127 284 F			227 000 F
86	Vienne										260 000 F	260 000 F
87	Haute-Vienne	110 000 F		20 000 F								130 000 F
90	Territoire-de-Belfort			26 475 F	68 875 F		46 650 F					142 000 F
91	Essonne	109 500 F		232 000 F			270 856 F					612 356 F
92	Hauts-de-Seine					1 181 000 F		490 000 F				1 671 000 F
93	Seine-saint-Denis				20 000 F	683 000 F	400 000 F				200 000 F	1 303 000 F
94	Val-de-Marne	40 000 F	372 000 F	180 000 F			180 000 F			113 000 F		885 000 F
95	Val-d'Oise	365 458 F		212 220 F	350 228 F	169 000 F	147 000 F			156 000 F		1 399 906 F
971	GUADELOUPE										500 000 F	500 000 F
972	MARTINIQUE				473 000 F							473 000 F
973	GUYANE				57 000 F		75 000 F					132 000 F
974	REUNION	159 800 F		210 000 F				50 000 F		72 200 F		492 000 F
National		4 151 391 F	5 384 102 F	7 266 583 F	7 281 195 F	6 238 000 F	4 318 531 F	4 078 696 F	577 684 F	614 730 F	5 353 090 F	45 264 002 F

Financement moyen par type d'action

	Nb d'action	Financement total	Financement moyen
Prévention	64	4 151 391 F	64 865 F
Accueil/Orientation	38	5 384 102 F	141 687 F
Ecoute/Suivi	77	7 266 583 F	94 371 F
Consultations/Soins	62	7 281 195 F	117 439 F
Hébergement	33	6 238 000 F	189 030 F
Insertion sociale	42	4 318 531 F	102 822 F
Insertion professionnelle	33	4 078 696 F	123 597 F
Coordination professionnelle	10	577 684 F	57 768 F
Culture/Sport	11	614 730 F	55 885 F
NR	47	5 353 090 F	113 896 F
Total	417	45 264 002 F	108 547 F

Financement moyen par type de structure

	Nb de structures	Financement total	Financement moyen
CSST	88	19 943 829 F	226 634 F
CHRS	28	6 501 537 F	232 198 F
Spécialisé alcool (CCAA, CDPA et prévention routière)	64	6 756 413 F	105 569 F
Spécialisé justice	62	6 697 210 F	108 020 F
Autres	44	5 365 013 F	121 932 F
Total	286	45 264 002 F	158 266 F

Ventilation des financements par type d'action et type de structure

	Prévention		Accueil-orientation		Ecoute/Suivi		Consultations/Soins		Hébergement		Insertion sociale	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
CSST	1 166 323 F	6%	3 326 580 F	17%	3 955 895 F	20%	4 500 932 F	23%	2 105 500 F	11%	1 159 375 F	6%
CHRS	109 500 F	2%	27 000 F	0,42%	150 000 F	2%		0%	3 616 500 F	56%	983 256 F	15%
Spécialisé alcool	1 195 769 F	18%	640 118 F	9%	1 024 313 F	15%	1 639 123 F	24%	250 000 F	4%	337 900 F	5%
Spécialisé justice	643 780 F	10%	972 340 F	15%	1 636 375 F	24%	221 140 F	3%	266 000 F	4%	825 000 F	12%
Autres	1 036 019 F	19%	418 064 F	8%	500 000 F	9%	920 000 F	17%			1 013 000 F	19%

(suite...)

	insertion professionnelle		Coordination professionnelle		Culture/Sport		NR		Total	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
CSST	511 040 F	3%	187 284 F	1%	226 000 F	1%	2 804 900 F	14%	19 943 829 F	100%
CHRS	795 281 F	12%			50 000 F	1%	770 000 F	12%	6 501 537 F	100%
Spécialisé alcool	193 800 F	3%	132 400 F	2%	120 800 F	2%	1 222 190 F	18%	6 756 413 F	100%
Spécialisé justice	1 482 575 F	22%	128 000 F	2%	34 200 F	1%	487 800 F	7%	6 697 210 F	100%
Autres	1 096 000 F	20%	130 000 F	2%	183 730 F	3%	68 200 F	1%	5 365 013 F	100%

Les structures financées

N° dpt	Départements	Structures financées											
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
01	Ain	2	50%					2	50%			4	100%
04	Alpes-de-Hautes-Provence							1	50%	1	50%	2	100%
06	Alpes-Maritimes	3	38%			2	25%			3	38%	8	100%
07	Ardèche	3	100%									3	100%
08	Ardennes	1	33%					2	67%			3	100%
09	Ariège					2	50%	1	25%	1	25%	4	100%
10	Aube	1	100%									1	100%
11	Aude	2	100%									2	100%
12	Aveyron					1	50%	1	50%			2	100%
13	Bouches-du-Rhône	2	18%	1	9%	5	45%			3	27%	11	100%
14	Calvados	1	33%			2	67%					3	100%
16	Charente							1	100%			1	100%
18	Cher	1	33%	1	33%	1	33%					3	100%
19	Corrèze					1	100%					1	100%
21	Côte-d'Or	1	20%			1	20%	3	60%			5	100%
22	Côtes d'Armor					5	83%			1	17%	6	100%
24	Dordogne					2	33%	2	33%	2	33%	6	100%
25	Doubs	2	50%					2	50%			4	100%
26	Drôme	1	20%	1	20%	1	20%	1	20%	1	20%	5	100%
27	Eure	1	100%									1	100%
28	Eure-et-Loire	1	100%									1	100%
30	Gard	1	50%			1	50%					2	100%
31	Haute-Garonne	5	83%	1	17%		0%					6	100%
33	Gironde			1	25%	3	75%					4	100%
34	Hérault	2	20%			6	60%			2	20%	10	100%
35	Ille-et-Vilaine							2	100%			2	100%
37	Indre-et-Loire	1	33%					2	67%			3	100%

Les structures financées

N° dpt	Départements	Structures financées											
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
38	Isère	1	17%			3	50%	1	17%	1	17%	6	100%
40	Landes	1	25%					3	75%			4	100%
42	Loire	1	33%					1	33%	1	33%	3	100%
44	Loire-Atlantique	3	60%			1	20%			1	20%	5	100%
45	Loiret	1	33%			2	67%				0%	3	100%
46	Lot							1	50%	1	50%	2	100%
47	Lot-et-Garonne					2	67%	1	33%		0%	3	100%
48	Lozère	1	50%					1	50%		0%	2	100%
49	Maine-et-Loire	3	43%			2	29%	1	14%	1	14%	7	100%
50	Manche					1	50%	1	50%			2	100%
51	Marne	1	25%			2	50%	1	25%			4	100%
53	Mayenne									1	100%	1	100%
54	Meurthe-et-Moselle					2	40%	1	20%	2	40%	5	100%
55	Meuse					1	100%					1	100%
57	Moselle	1	17%	1	17%	1	17%			3	50%	6	100%
59	Nord	3	50%					2	33%	1	17%	6	100%
60	Oise			1	50%			1	50%			2	100%
61	Orne	1	25%	1	25%	1	25%	1	25%			4	100%
62	Pas-de-Calais	4	50%					4	50%			8	100%
63	Puy-de-Dôme	1	50%					1	50%			2	100%
64	Pyrénées-Atlantiques	4	57%			1	14%	2	29%			7	100%
65	Hauts-Pyrénées							1	100%			1	100%
66	Pyrénées-Orientales	2	67%							1	33%	3	100%
67	Bas-Rhin			3	100%							3	100%
68	Haut-Rhin					1	50%			1	50%	2	100%
69	Rhône	1	20%	1	20%			2	40%	1	20%	5	100%
70	Haute-Saône	1	33%			1	33%	1	33%			3	100%

Les structures financées

N° dpt	Départements	Structures financées											
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
71	Saône-et-Loire	1	50%					1	50%			2	100%
72	Sarthe	2	40%	1	20%			2	40%			5	100%
73	Savoie	2	29%			2	29%	2	29%	1	14%	7	100%
74	Haute-Savoie							2	100%			2	100%
75	Paris	2	67%			1	33%					3	100%
76	Seine-Maritime			1	50%	1	50%					2	100%
77	Seine-et-Marne	2	50%	2	50%							4	100%
78	Yvelines	2	50%	1	25%					1	25%	4	100%
80	Somme	1	50%					1	50%			2	100%
81	Tarn	1	100%									1	100%
83	Var	1	50%					1	50%			2	100%
84	Vaucluse	1	25%			1	25%	1	25%	1	25%	4	100%
85	Vendée	1	100%									1	100%
86	Vienne	1	50%			1	50%					2	100%
87	Haute-Vienne							2	100%			2	100%
90	Territoire-de-Belfort	1	50%					1	50%			2	100%
91	Essonne	1	33%	2	67%							3	100%
92	Hauts-de-Seine	1	17%	4	67%					1	17%	6	100%
93	Seine-saint-Denis			3	50%			2	33%	1	17%	6	100%
94	Val-de-Marne	1	14%			2	29%			4	57%	7	100%
95	Val-d'Oise	3	75%	1	25%							4	100%
971	GUADELOUPE	1	100%									1	100%
972	MARTINIQUE	1	50%							1	50%	2	100%
973	GUYANE	1	100%									1	100%
974	REUNION		0%	1	13%			2	25%	5	63%	8	100%
National		88	31%	28	10%	62	22%	64	22%	44	15%	286	100%

**Départements n'ayant aucune
structure spécialisée alcool**

N° dpt	Départements
06	Alpes-Maritimes
07	Ardèche
10	Aube
11	Aude
13	Bouches-du-Rhône
14	Calvados
18	Cher
19	Corrèze
22	Côtes d'Armor
27	Eure
28	Eure-et-Loire
30	Gard
31	Haute-Garonne
33	Gironde
34	Hérault
44	Loire-Atlantique
45	Loiret
53	Mayenne
55	Meuse
57	Moselle
66	Pyrénées-Orientales

Départements n'ayant aucune structure spécialisée alcool

N° dpt	Départements
67	Bas-Rhin
68	Haut-Rhin
75	Paris
76	Seine-Maritime
77	Seine-et-Marne
78	Yvelines
81	Tarn
85	Vendée
86	Vienne
91	Essonne
92	Hauts-de-Seine
94	Val-de-Marne
95	Val-d'Oise
971	GUADELOUPE
972	MARTINIQUE
973	GUYANE

NB	37
-----------	-----------

47% des départements n'ont pas de structure spécialisée alcool

Les actions financées

N° dpt	Départements	Prévention	Accueil-orientation	Ecoute/ Suivi	Consult /Soins	Hébergé	Insertion sociale	Insertion prof	Coordi prof	Culture /Sport	NR	Total
		nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb
01	Ain	1			3				1			5
04	Alpes-de-Hautes-Prov	2										2
06	Alpes-Maritimes	3				2		1		1	4	11
07	Ardèche	1	1	1								3
08	Ardennes										3	3
09	Ariège	3						1				4
10	Aube				1							1
11	Aude		2	1		1						4
12	Aveyron			2	1		1					4
13	Bouches-du-Rhône		6	5		2		3				16
14	Calvados	1		2								3
16	Charente										1	1
18	Cher		1	3		1						5
19	Corrèze										1	1
21	Côte-d'Or	1	1		1					2		5
22	Côtes d'Armor										6	6
24	Dordogne	2	1	3	1							7
25	Doubs		2	5	4							11
26	Drôme	1		2	1	1			1	1		7
27	Eure	2										2
28	Eure-et-Loire										1	1
30	Gard			2								2
31	Haute-Garonne										6	6
33	Gironde	2	1				1	1				5
34	Hérault	2		1		2	3	3				11
35	Ille-et-Vilaine		2		1							3
37	Indre-et-Loire										3	3

Les actions financées

N° dpt	Départements	Prévention	Accueil-orientation	Ecoute/ Suivi	Consult /Soins	Hébergé	Insertion sociale	Insertion prof	Coordi prof	Culture /Sport	NR	Total
		nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb
38	Isère	2		1	2		1					6
40	Landes	3			1							4
42	Loire	1	1	1		1	1	1	1			7
44	Loire-Atlantique	1	2	2		1				1		7
45	Loiret	1		1	1			1				4
46	Lot	2	1		1							4
47	Lot-et-Garonne	1	2	1								4
48	Lozère			2	1							3
49	Maine-et-Loire	2		3	1			1	1	1		9
50	Manche										3	3
51	Marne	1	1	1	3	2		1				9
53	Mayenne				1							1
54	Meurthe-et-Moselle	2		2	1		1	3		1		10
55	Meuse						1					1
57	Moselle	1	1			1	1	5				9
59	Nord		1		2		4					7
60	Oise										2	2
61	Orne	1	2	1					1			5
62	Pas-de-Calais	1		4	2		4	1				12
63	Puy-de-Dôme	1		1	2							4
64	Pyrénées-Atlantiques	1	3	3	6							13
65	Hautes-Pyrénées						1					1
66	Pyrénées-Orientales				1		2					3
67	Bas-Rhin					1		2				3
68	Haut-Rhin					1	1	2				4
69	Rhône	3			1			1				5
70	Haute-Saône			3	2		1					6

Les actions financées

N° dpt	Départements	Prévention	Accueil-orientation	Ecoute/ Suivi	Consult /Soins	Hébergé	Insertion sociale	Insertion prof	Coordi prof	Culture /Sport	NR	Total
		nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb	nb
71	Saône-et-Loire	6		2								8
72	Sarthe										11	11
73	Savoie	3		3	4				3			13
74	Haute-Savoie	2		2	1	1	1		1			8
75	Paris		1	1	1							3
76	Seine-Maritime		1				2					3
77	Seine-et-Marne			1		2	1	2				6
78	Yvelines		1	1		1	1					4
80	Somme	1	1		3							5
81	Tarn				1		1					2
83	Var										2	2
84	Vaucluse				2	1		1				4
85	Vendée			1					1			2
86	Vienne										2	2
87	Haute-Vienne	1		1								2
90	Territoire-de-Belfort			2	2		2					6
91	Essonne	1		1			1					3
92	Hauts-de-Seine		1			4	1	2				8
93	Seine-saint-Denis			1	1	4	4				1	11
94	Val-de-Marne	1	2	2		2	3			1		11
95	Val-d'Oise	2		1	2	2	1			1		9
971	GUADELOUPE										1	1
972	MARTINIQUE				2							2
973	GUYANE				1		1					2
974	REUNION	2		5	1			1		2		11
National		64	38	77	62	33	42	33	10	11	47	417

Part de chaque type d'action par types de structures

Structures	Actions																					
	Prévention		Accueil-orientation		Ecoute/Suivi		Consultations/Soins		Hébergement		Insertion sociale		Insertion professionnelle		Coordination professionnelle		Culture/Sport		NR		Total	
	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
CSST	13	9%	18	12%	30	20%	31	21%	12	8%	16	11%	4	3%	4	3%	3	2%	16	11%	147	100%
CHRS	1	2%	3	7%	5	11%	1	2%	16	35%	9	20%	6	13%			1	2%	4	9%	46	100%
Spécialisé justice	12	16%	7	10%	19	26%	2	3%	3	4%	6	8%	9	12%	3	4%	2	3%	10	14%	73	100%
Spécialisé alcool	29	29%	5	5%	18	18%	24	24%	1	1%	3	3%	2	2%	1	1%	2	2%	15	15%	100	100%
Autres	9	18%	5	10%	5	10%	4	8%	1	2%	8	16%	12	24%	2	4%	3	6%	2	4%	51	100%

Nb de personnes prises en charge - Estimation 1

Note : les données sont issues de la grille-bilan et sont complétées par celles de la grille des situations judiciaires

N° dpt	Départements	Nb de personnes prises en charge dans l'année
01	Ain	367
04	Alpes-de-Hautes-Provence	33
06	Alpes-Maritimes	162
07	Ardèche	144
08	Ardennes	nr
09	Ariège	304
10	Aube	128
11	Aude	105
12	Aveyron	64
13	Bouches-du-Rhône	931
14	Calvados	245
16	Charente	nr
18	Cher	71
19	Corrèze	nr
21	Côte-d'Or	450
22	Côtes d'Armor	nr
24	Dordogne	293
25	Doubs	528
26	Drôme	263
27	Eure	264
28	Eure-et-Loire	nr
30	Gard	368
31	Haute-Garonne	169
33	Gironde	19
34	Hérault	1 514
35	Ille-et-Vilaine	61
37	Indre-et-Loire	nr

Nb de personnes prises en charge - Estimation 1

Note : les données sont issues de la grille-bilan et sont complétées par celles de la grille des situations judiciaires

N° dpt	Départements	Nb de personnes prises en charge dans l'année
38	Isère	148
40	Landes	59
42	Loire	159
44	Loire-Atlantique	402
45	Loiret	222
46	Lot	35
47	Lot-et-Garonne	160
48	Lozère	43
49	Maine-et-Loire	234
50	Manche	nr
51	Marne	530
53	Mayenne	142
54	Meurthe-et-Moselle	1 069
55	Meuse	170
57	Moselle	371
59	Nord	369
60	Oise	nr
61	Orne	311
62	Pas-de-Calais	1 223
63	Puy-de-Dôme	159
64	Pyrénées-Atlantiques	565
65	Hautes-Pyrénées	53
66	Pyrénées-Orientales	140
67	Bas-Rhin	76
68	Haut-Rhin	96
69	Rhône	319
70	Haute-Saône	444

Nb de personnes prises en charge - Estimation 1

Note : les données sont issues de la grille-bilan et sont complétées par celles de la grille des situations judiciaires

N° dpt	Départements	Nb de personnes prises en charge dans l'année
71	Saône-et-Loire	60
72	Sarthe	nr
73	Savoie	1 198
74	Haute-Savoie	418
75	Paris	250
76	Seine-Maritime	496
77	Seine-et-Marne	325
78	Yvelines	317
80	Somme	371
81	Tarn	132
83	Var	nr
84	Vaucluse	352
85	Vendée	30
86	Vienne	nr
87	Haute-Vienne	104
90	Territoire-de-Belfort	60
91	Essonne	316
92	Hauts-de-Seine	201
93	Seine-saint-Denis	213
94	Val-de-Marne	396
95	Val-d'Oise	252
971	GUADELOUPE	nr
972	MARTINIQUE	348
973	GUYANE	92
974	REUNION	156

National	20 069
-----------------	---------------

Nb de personnes prises en charge - Estimation 2

Note : les données sont issues de la grille situations judiciaires et complétées par celles de la grille bilan.

N° dpt	Départements	Nb de personnes prises en charge dans l'année
01	Ain	367
04	Alpes-de-Hautes-Provence	33
06	Alpes-Maritimes	220
07	Ardèche	108
08	Ardennes	nr
09	Ariège	352
10	Aube	143
11	Aude	118
12	Aveyron	77
13	Bouches-du-Rhône	931
14	Calvados	245
16	Charente	nr
18	Cher	71
19	Corrèze	nr
21	Côte-d'Or	450
22	Côtes d'Armor	nr
24	Dordogne	293
25	Doubs	541
26	Drôme	263
27	Eure	70
28	Eure-et-Loire	nr
30	Gard	368
31	Haute-Garonne	169
33	Gironde	19
34	Hérault	270
35	Ille-et-Vilaine	81
37	Indre-et-Loire	nr

Nb de personnes prises en charge - Estimation 2

Note : les données sont issues de la grille situations judiciaires et complétées par celles de la grille bilan.

N° dpt	Départements	Nb de personnes prises en charge dans l'année
38	Isère	180
40	Landes	59
42	Loire	159
44	Loire-Atlantique	252
45	Loiret	255
46	Lot	35
47	Lot-et-Garonne	160
48	Lozère	43
49	Maine-et-Loire	234
50	Manche	nr
51	Marne	530
53	Mayenne	142
54	Meurthe-et-Moselle	1069
55	Meuse	404
57	Moselle	401
59	Nord	369
60	Oise	nr
61	Orne	286
62	Pas-de-Calais	1223
63	Puy-de-Dôme	159
64	Pyrénées-Atlantiques	565
65	Hautes-Pyrénées	53
66	Pyrénées-Orientales	140
67	Bas-Rhin	61
68	Haut-Rhin	96
69	Rhône	319
70	Haute-Saône	444

Nb de personnes prises en charge - Estimation 2

Note : les données sont issues de la grille situations judiciaires et complétées par celles de la grille bilan.

N° dpt	Départements	Nb de personnes prises en charge dans l'année
71	Saône-et-Loire	60
72	Sarthe	nr
73	Savoie	1284
74	Haute-Savoie	101
75	Paris	195
76	Seine-Maritime	497
77	Seine-et-Marne	325
78	Yvelines	317
79	Deux-Sèvres	359
80	Somme	259
81	Tarn	132
83	Var	nr
84	Vaucluse	352
85	Vendée	41
86	Vienne	nr
87	Haute-Vienne	104
90	Territoire-de-Belfort	60
91	Essonne	316
92	Hauts-de-Seine	927
93	Seine-saint-Denis	176
94	Val-de-Marne	393
95	Val-d'Oise	236
971	GUADELOUPE	nr
972	MARTINIQUE	346
973	GUYANE	92
974	REUNION	60
National		19 459

Nombre de personnes prises en charge - Estimation 3

63 dpts concernés

Note : données issues de la grille situations judiciaires

N° dpt	Départements	TOTAL
01	Ain	367
04	Alpes-de-Hautes-Provence	33
06	Alpes-Maritimes	220
07	Ardèche	108
09	Ariège	352
10	Aube	143
11	Aude	118
12	Aveyron	77
14	Calvados	245
18	Cher	71
21	Côte-d'Or	450
24	Dordogne	293
25	Doubs	541
26	Drôme	263
27	Eure	70
30	Gard	368
31	Haute-Garonne	169
33	Gironde	19
34	Hérault	270
35	Ille-et-Vilaine	81
38	Isère	180
42	Loire	159

Nombre de personnes prises en charge - Estimation 3

63 dpts concernés

Note : données issues de la grille situations judiciaires

N° dpt	Départements	TOTAL
44	Loire-Atlantique	252
45	Loiret	255
47	Lot-et-Garonne	160
48	Lozère	43
51	Marne	530
53	Mayenne	142
54	Meurthe-et-Moselle	1069
55	Meuse	404
57	Moselle	401
59	Nord	369
61	Orne	286
62	Pas-de-Calais	1223
63	Puy-de-Dôme	159
64	Pyrénées-Atlantiques	565
65	Hautes-Pyrénées	53
66	Pyrénées-Orientales	140
67	Bas-Rhin	61
68	Haut-Rhin	96
69	Rhône	319
71	Saône-et-Loire	60
73	Savoie	1284
74	Haute-Savoie	101

Nombre de personnes prises en charge - Estimation 3

63 dpts concernés

Note : données issues de la grille situations judiciaires

N° dpt	Départements	TOTAL
75	Paris	195
76	Seine-Maritime	497
77	Seine-et-Marne	325
78	Yvelines	317
79	Deux-Sèvres	359
80	Somme	259
81	Tarn	132
84	Vaucluse	352
85	Vendée	41
87	Haute-Vienne	104
90	Territoire-de-Belfort	60
91	Essonne	316
92	Hauts-de-Seine	927
93	Seine-saint-Denis	176
94	Val-de-Marne	393
95	Val-d'Oise	236
972	MARTINIQUE	346
973	GUYANE	92
974	REUNION	60
National		17 756

Nombre de personnes prises en charge par type de situation judiciaire

63 dpts concernés

N° dpt	Départements	Injonctions thérapeutiques		Autres alternatives, poursuites		Contrôle judiciaire		Travail d'intérêt général		Sursis mis à l'épreuve, ajournement		Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert				Majeurs suivis en détention		Mineurs suivis en détention		Placements à l'extérieur		Semi-liberté		Libération conditionnelle		Sortants de prison sans mesure		TOTAL		
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	
																														assistance éducative
01	Ain			274	75%	22	6%			18	5%			23	6%	30	8%												367	100%
04	Alpes-de-Hautes-Provence									2	6%					26	79%			3	9%	1	3%			1	3%		33	100%
06	Alpes-Maritimes			15	7%	26	12%	16	7%	58	26%	13	6%	19	9%	24	11%			4	2%	24	11%	21	10%	220	100%			
07	Ardèche													44	41%	15	14%							49	45%	108	100%			
09	Ariège			172	49%	2	1%								50	14%					122	35%			6	2%	352	100%		
10	Aube	40	28%	22	15%	6	4%			5	3%			2	1%	16	11%						4	3%	48	34%	143	100%		
11	Aude	5	4%	6	5%	3	3%	9	8%	43	36%					49	42%			2	2%	1	1%				118	100%		
12	Aveyron					14	18%	3	4%	14	18%	1	1%			11	14%					1	1%			33	43%	77	100%	
14	Calvados	245	100%																								245	100%		
18	Cher			1	1%	2	3%	1	1%	5	7%					54	76%	5	7%					1	1%	2	3%	71	100%	
21	Côte-d'Or	7	2%	237	53%	13	3%	2		36	8%					145	32%						10	2%			450	100%		
24	Dordogne	20	7%			29	10%	35	12%	38	13%					155	53%			4	1%			5	2%	7	2%	293	100%	
25	Doubs	5	1%	195	36%	26	5%			192	35%			3	1%	72	13%	28	5%			15	3%	4	1%	1		541	100%	
26	Drôme	14	5%	47	18%	19	7%	23	9%	26	10%					115	44%			3	1%			6	2%	10	4%	263	100%	
27	Eure	26	37%					2	3%	25	36%					15	21%							2	3%			70	100%	
30	Gard					53	14%	67	18%	2	1%					43	12%									203	55%	368	100%	
31	Haute-Garonne	5	3%	3	2%	50	30%	2	1%	31	18%					2	1%			36	21%	2	1%	9	5%	29	17%	169	100%	
33	Gironde			19	100%																						19	100%		
34	Hérault	3	1%	1	0,37%	126	47%			78	29%											2	1%	2	1%	58	21%	270	100%	
35	Ille-et-Vilaine			55	68%			4	5%	10	12%					10	12%									2	2%	81	100%	
38	Isère	61	34%	115	64%					4	2%																180	100%		
42	Loire			15	9%					45	28%					80	50%									19	12%	159	100%	

Nombre de personnes prises en charge par type de situation judiciaire

63 dpts concernés

N° dpt	Départements	Injonctions thérapeutiques		Autres alternatives, poursuites		Contrôle judiciaire		Travail d'intérêt général		Sursis mis à l'épreuve, ajournement		Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert				Majeurs suivis en détention		Mineurs suivis en détention		Placements à l'extérieur		Semi-liberté		Libération conditionnelle		Sortants de prison sans mesure		TOTAL	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
44	Loire-Atlantique	23	9%	62	25%	20	8%			24	10%					113	45%							4	2%	6	2%	252	100%
45	Loiret	12	5%	47	18%	13	5%	10	4%	50	20%	3	1%	19	7%	64	25%			12	5%	3	1%	8	3%	14	5%	255	100%
47	Lot-et-Garonne	4	3%	2	1%	91	57%			3	2%	1	1%			14	9%	31	19%			3	2%			11	7%	160	100%
48	Lozère	21	49%	10	23%	1	2%			6	14%					1	2%							2	5%	2	5%	43	100%
51	Marne	1	0,19%	20	4%	30	6%			73	14%					379	72%	4	1%	19	4%					4	1%	530	100%
53	Mayenne							20	14%	120	85%													2	1%			142	100%
54	Meurthe-et-Moselle			642	60%			13	1%	9	1%					177	17%	5	0,47%	132	12%	1	0,09%	20	2%	70	7%	1069	100%
55	Meuse			67	17%	34	8%			69	17%					202	50%			12	3%			7	2%	13	3%	404	100%
57	Moselle	8	2%	18	4%	63	16%	23	6%	45	11%					77	19%			24	6%	14	3%	5	1%	124	31%	401	100%
59	Nord	4	1%	214	58%			2	1%	20	5%					41	11%							2	1%	86	23%	369	100%
61	Orne	240	84%	23	8%	4	1%									17	6%									2	1%	286	100%
62	Pas-de-Calais	104	9%	298	24%	734	60%			11	1%					58	5%	9	1%					7	1%	2	0,16%	1223	100%
63	Puy-de-Dôme	84	53%			55	35%									20	13%											159	100%
64	Pyrénées-Atlantiques	10	2%	343	61%	57	10%	11	2%	107	19%					32	6%	1	0,18%			3	1%	1	0,18%			565	100%
65	Hautes-Pyrénées	1	2%			8	15%			28	53%					13	25%									3	6%	53	100%
66	Pyrénées-Orientales			3	2%											127	91%									10	7%	140	100%
67	Bas-Rhin	28	46%	5	8%			4	7%	15	25%	4	7%							2	3%			1	2%	2	3%	61	100%
68	Haut-Rhin	20	21%			76	79%																					96	100%
69	Rhône					8	3%	4	1%	50	16%			131	41%	88	28%	5	2%	4	1%	1	0,31%	1	0,31%	27	8%	319	100%
71	Saône-et-Loire											4	7%	8	13%	48	80%											60	100%
73	Savoie	230	18%	449	35%	38	3%			199	15%					366	29%					2	0,16%					1284	100%
74	Haute-Savoie	66	65%					23	23%							12	12%											101	100%

Nombre de personnes prises en charge par type de situation judiciaire

63 dpts concernés

N° dpt	Départements	Injonctions thérapeutiques		Autres alternatives, poursuites		Contrôle judiciaire		Travail d'intérêt général		Sursis misés à l'épreuve, ajournement		Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert				Majeurs suivis en détention		Mineurs suivis en détention		Placements à l'extérieur		Semi-liberté		Libération conditionnelle		Sortants de prison sans mesure		TOTAL	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
75	Paris	15	8%	7	4%	12	6%	23	12%	86	44%					6	3%					4	2%	2	1%	40	21%	195	100%
76	Seine-Maritime	13	3%	282	57%	6	1%	3	1%	42	8%					69	14%									82	16%	497	100%
77	Seine-et-Marne	94	29%	139	43%	24	7%	13	4%	13	4%	5	2%			14	4%	7	2%	1	0,31%			5	2%	10	3%	325	100%
78	Yvelines	41	13%	137	43%											48	15%									91	29%	317	100%
79	Deux-Sèvres	41	11%	219	61%	15	4%			18	5%					28	8%			38	11%							359	100%
80	Somme			221	85%															38	15%							259	100%
81	Tarn	1	1%	7	5%	24	18%						3	2%	86	65%									11	8%	132	100%	
84	Vaucluse	4	1%	9	3%	63	18%	44	13%	58	16%					129	37%							45	13%			352	100%
85	Vendée	5	12%			4	10%			2	5%					30	73%											41	100%
87	Haute-Vienne	40	38%										64	62%														104	100%
90	Territoire-de-Belfort			19	32%					17	28%					24	40%											60	100%
91	Essonne	55	17%	9	3%	9	3%	7	2%	111	35%	1	0,32%	5	2%	54	17%					4	1%			61	19%	316	100%
92	Hauts-de-Seine	258	28%	256	28%			12	1%	136	15%	265	29%															927	100%
93	Seine-saint-Denis	10	6%	25	14%	14	8%	5	3%	42	24%			1	1%	41	23%	2	1%					3	2%	33	19%	176	100%
94	Val-de-Marne	25	6%	42	11%	50	13%			26	7%			85	22%			96	24%	34	9%	4	1%	3	1%	28	7%	393	100%
95	Val-d'Oise	5	2%	3	1%	12	5%	1		36	15%					99	42%	60	25%	2	1%			1	0,42%	17	7%	236	100%
972	MARTINIQUE	130	38%	26	8%	6	2%			14	4%					144	42%									26	8%	346	100%
973	GUYANE	33	36%							7	8%					41	45%			2	2%	1	1%	1	1%	7	8%	92	100%
974	REUNION					3	5%									19	32%			19	32%	1	2%	2	3%	16	27%	60	100%
National		2 057	12%	4 781	27%	1 865	11%	382	2%	2 069	12%	297	2%	407	2%	3 593	20%	253	1%	382	2%	192	1%	191	1%	1 287	7%	17 756	100%

Classement des dpts en fonction du taux de réalisation des objectifs

N° dpt	Départements	Objectif quantitatif (personnes)	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de réalisation des objectifs
35	Ille-et-Vilaine	1600	61	4%
90	Territoire-de-Belfort	275	60	22%
38	Isère	602	148	25%
71	Saône-et-Loire	240	60	25%
63	Puy-de-Dôme	490	159	32%
04	Alpes-de-Hautes-Provence	80	33	41%
11	Aude	238	105	44%
57	Moselle	835	371	44%
974	REUNION	338	156	46%
73	Savoie	2545	1198	47%
07	Ardèche	300	144	48%
46	Lot	72	35	49%
10	Aube	262	128	49%
68	Haut-Rhin	196	96	49%
24	Dordogne	575	293	51%
87	Haute-Vienne	200	104	52%
59	Nord	646	369	57%
91	Essonne	541	316	58%
61	Orne	511	311	61%
64	Pyrénées-Atlantiques	888	565	64%
47	Lot-et-Garonne	230	160	70%
14	Calvados	350	245	70%
40	Landes	84	59	70%
85	Vendée	41	30	73%
92	Hauts-de-Seine	265	201	76%
21	Côte-d'Or	550	450	82%
51	Marne	638	530	83%

Classement des dpts en fonction du taux de réalisation des objectifs

N° dpt	Départements	Objectif quantitatif (personnes)	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de réalisation des objectifs
67	Bas-Rhin	90	76	84%
44	Loire-Atlantique	471	402	85%
48	Lozère	50	43	86%
76	Seine-Maritime	576	496	86%
74	Haute-Savoie	484	418	86%
66	Pyrénées-Orientales	162	140	86%
27	Eure	300	264	88%
49	Maine-et-Loire	265	234	88%
18	Cher	77	71	92%
75	Paris	271	250	92%
34	Hérault	1614	1514	94%
09	Ariège	320	304	95%
25	Doubs	540	528	98%
54	Meurthe-et-Moselle	1077	1069	99%
81	Tarn	132	132	100%
70	Haute-Saône	439	444	101%
01	Ain	360	367	102%
13	Bouches-du-Rhône	907	931	103%
12	Aveyron	60	64	107%
93	Seine-saint-Denis	195	213	109%
80	Somme	320	371	116%
42	Loire	137	159	116%
77	Seine-et-Marne	262	325	124%
69	Rhône	236	319	135%
53	Mayenne	100	142	142%
62	Pas-de-Calais	850	1223	144%
84	Vaucluse	235	352	150%

Classement des dpts en fonction du taux de réalisation des objectifs

N° dpt	Départements	Objectif quantitatif (personnes)	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de réalisation des objectifs
06	Alpes-Maritimes	106	162	153%
95	Val-d'Oise	126	252	200%
94	Val-de-Marne	188	396	211%
55	Meuse	60	170	283%
45	Loiret	68	222	326%
972	MARTINIQUE	54	348	644%
08	Ardennes	nr	nr	nr
16	Charente	nr	nr	nr
19	Corrèze	nr	nr	nr
22	Côtes d'Armor	nr	nr	nr
28	Eure-et-Loire	nr	nr	nr
30	Gard	nr	368	nr
31	Haute-Garonne	nr	169	nr
33	Gironde	nr	19	nr
37	Indre-et-Loire	nr	nr	nr
50	Manche	nr	nr	nr
60	Oise	nr	nr	nr
65	Hauts-Pyrénées	nr	53	nr
72	Sarthe	nr	nr	nr
83	Var	nr	nr	nr
86	Vienne	nr	nr	nr
971	GUADELOUPE	nr	nr	nr
26	Drôme	nr	263	nr
78	Yvelines	nr	317	nr
973	GUYANE	nr	92	nr
National		24 724	20 069	81%

Montant du financement par personne

N° dpt	Structures financées	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Total des financements	Montant du financement par personne prise en charge
01	Ain	367	643 478 F	1 753 F
04	Alpes-de-Hautes-Provence	33	100 000 F	3 030 F
06	Alpes-Maritimes	162	1 630 000 F	10 062 F
07	Ardèche	144	400 000 F	2 778 F
08	Ardennes	nr	198 000 F	nr
09	Ariège	304	163 000 F	536 F
10	Aube	128	280 000 F	2 188 F
11	Aude	105	420 500 F	4 005 F
12	Aveyron	64	300 000 F	4 688 F
13	Bouches-du-Rhône	931	2 512 000 F	2 698 F
14	Calvados	245	180 000 F	735 F
16	Charente	nr	117 000 F	nr
18	Cher	71	313 260 F	4 412 F
19	Corrèze	nr	48 000 F	nr
21	Côte-d'Or	450	386 000 F	858 F
22	Côtes d'Armor	nr	165 800 F	nr
24	Dordogne	293	697 750 F	2 381 F
25	Doubs	528	461 614 F	874 F
26	Drôme	263	856 530 F	3 257 F
27	Eure	264	340 000 F	1 288 F
28	Eure-et-Loire	nr	65 000 F	nr
30	Gard	368	300 000 F	815 F
31	Haute-Garonne	169	1 229 500 F	7 275 F
33	Gironde	19	1 054 000 F	55 474 F
34	Hérault	1514	806 940 F	533 F
35	Ille-et-Vilaine	61	520 000 F	8 525 F
37	Indre-et-Loire	nr	450 790 F	nr

Montant du financement par personne

N° dpt	Structures financées	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Total des financements	Montant du financement par personne prise en charge
38	Isère	148	896 000 F	6 054 F
40	Landes	59	108 700 F	1 842 F
42	Loire	159	313 000 F	1 969 F
44	Loire-Atlantique	402	630 720 F	1 569 F
45	Loiret	222	441 150 F	1 987 F
46	Lot	35	202 064 F	5 773 F
47	Lot-et-Garonne	160	179 778 F	1 124 F
48	Lozère	43	99 000 F	2 302 F
49	Maine-et-Loire	234	330 000 F	1 410 F
50	Manche	nr	102 000 F	nr
51	Marne	530	694 300 F	1 310 F
53	Mayenne	142	420 000 F	2 958 F
54	Meurthe-et-Moselle	1069	1 264 250 F	1 183 F
55	Meuse	170	300 000 F	1 765 F
57	Moselle	371	985 000 F	2 655 F
59	Nord	369	1 461 000 F	3 959 F
60	Oise	nr	182 000 F	nr
61	Orne	311	144 000 F	463 F
62	Pas-de-Calais	1223	1 848 500 F	1 511 F
63	Puy-de-Dôme	159	261 597 F	1 645 F
64	Pyrénées-Atlantiques	565	404 546 F	716 F
65	Hauts-Pyrénées	53	310 000 F	5 849 F
66	Pyrénées-Orientales	140	535 000 F	3 821 F
67	Bas-Rhin	76	630 000 F	8 289 F
68	Haut-Rhin	96	216 000 F	2 250 F
69	Rhône	319	700 000 F	2 194 F
70	Haute-Saône	444	460 000 F	1 036 F

Montant du financement par personne

N° dpt	Structures financées	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Total des financements	Montant du financement par personne prise en charge
71	Saône-et-Loire	60	206 073 F	3 435 F
72	Sarthe	nr	570 000 F	nr
73	Savoie	1198	731 000 F	610 F
74	Haute-Savoie	418	500 000 F	1 196 F
75	Paris	250	1 306 500 F	5 226 F
76	Seine-Maritime	496	592 400 F	1 194 F
77	Seine-et-Marne	325	500 000 F	1 538 F
78	Yvelines	317	780 000 F	2 461 F
80	Somme	371	876 000 F	2 361 F
81	Tarn	132	510 000 F	3 864 F
83	Var	nr	650 000 F	nr
84	Vaucluse	352	1 057 000 F	3 003 F
85	Vendée	30	227 000 F	7 567 F
86	Vienne	nr	260 000 F	nr
87	Haute-Vienne	104	130 000 F	1 250 F
90	Territoire-de-Belfort	60	142 000 F	2 367 F
91	Essonne	316	612 356 F	1 938 F
92	Hauts-de-Seine	201	1 671 000 F	8 313 F
93	Seine-saint-Denis	213	1 303 000 F	6 117 F
94	Val-de-Marne	396	885 000 F	2 235 F
95	Val-d'Oise	252	1 399 906 F	5 555 F
971	GUADELOUPE	nr	500 000 F	nr
972	MARTINIQUE	348	473 000 F	1 359 F
973	GUYANE	92	132 000 F	1 435 F
974	REUNION	156	492 000 F	3 154 F
National		20 069	45 264 002 F	2 255 F

Nb de personnes prises en charge par type de structures

N° dpt	Départements	Structures financées											
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
01	Ain	41	11%					326	89%			367	100%
04	Alpes-de-Hautes-Provence							13	39%	20	61%	33	100%
06	Alpes-Maritimes	162	100%									162	100%
07	Ardèche	144	100%									144	100%
08	Ardennes											nr	
09	Ariège					219	72%	56	18%	29	10%	304	100%
10	Aube	128	100%									128	100%
11	Aude	105	100%									105	100%
12	Aveyron					64	100%					64	100%
13	Bouches-du-Rhône	549	59%	13	1%	341	37%			28	3%	931	100%
14	Calvados					245	100%					245	100%
16	Charente											nr	
18	Cher	27	38%	11	15%	33	46%					71	100%
19	Corrèze											nr	
21	Côte-d'Or	305	68%					145	32%			450	100%
22	Côtes d'Armor											nr	
24	Dordogne					4	1%	196	67%	93	32%	293	100%
25	Doubs	92	17%					436	83%			528	100%
26	Drôme	129	49%	24	9%	86	33%	24	9%			263	100%
27	Eure	264	100%									264	100%
28	Eure-et-Loire											nr	
30	Gard					368	100%					368	100%
31	Haute-Garonne	152	90%	17	10%							169	100%
33	Gironde					19	100%					19	100%
34	Hérault	1077	71%			414	27%			23	2%	1514	100%
35	Ille-et-Vilaine							61	100%			61	100%
37	Indre-et-Loire											nr	

Nb de personnes prises en charge par type de structures

N° dpt	Départements	Structures financées											
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
38	Isère					50	34%			98	66%	148	100%
40	Landes	19	32%					40	68%			59	100%
42	Loire	114	72%					45	28%			159	100%
44	Loire-Atlantique	212	53%			40	10%			150	37%	402	100%
45	Loiret	200	90%			22	10%					222	100%
46	Lot									35	100%	35	100%
47	Lot-et-Garonne					125	78%	35	22%			160	100%
48	Lozère	25	58%					18	42%			43	100%
49	Maine-et-Loire	164	70%			25	11%	25	11%	20	9%	234	100%
50	Manche										nr		
51	Marne	294	55%			52	10%	184	35%			530	100%
53	Mayenne									142	100%	142	100%
54	Meurthe-et-Moselle					532	50%	514	48%	23	2%	1069	100%
55	Meuse					170	100%					170	100%
57	Moselle	155	42%	62	17%	48	13%			106	29%	371	100%
59	Nord	165	45%					16	4%	188	51%	369	100%
60	Oise										nr		
61	Orne	146	47%	10	3%	140	45%	15	5%			311	100%
62	Pas-de-Calais	414	34%					809	66%			1223	100%
63	Puy-de-Dôme	143	90%					16	10%			159	100%
64	Pyrénées-Atlantiques	473	84%			28	5%	64	11%			565	100%
65	Hautes-Pyrénées							53	100%			53	100%
66	Pyrénées-Orientales	128	91%							12	9%	140	100%
67	Bas-Rhin			76	100%							76	100%
68	Haut-Rhin					76	79%			20	21%	96	100%
69	Rhône	56	18%	8	3%			40	13%	215	67%	319	100%
70	Haute-Saône	261	59%			54	12%	129	29%			444	100%

Nb de personnes prises en charge par type de structures

N° dpt	Départements	Structures financées											
		CSST		CHRS		Spécialisé justice		Spécialisé alcool		Autres		TOTAL	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
71	Saône-et-Loire							60	100%			60	100%
72	Sarthe											nr	
73	Savoie	252	21%			585	49%	180	15%	181	15%	1198	100%
74	Haute-Savoie							418	100%			418	100%
75	Paris	201	80%			49	20%					250	100%
76	Seine-Maritime			216	44%	280	56%					496	100%
77	Seine-et-Marne	85	26%	240	74%							325	100%
78	Yvelines	88	28%	51	16%					178	56%	317	100%
80	Somme	259	70%					112	30%			371	100%
81	Tarn	132	100%									132	100%
83	Var											nr	
84	Vaucluse	76	22%			67	19%	170	48%	39	11%	352	100%
85	Vendée	30	100%									30	100%
86	Vienne											nr	
87	Haute-Vienne							104	100%			104	100%
90	Territoire-de-Belfort	30	50%					30	50%			60	100%
91	Essonne	39	12%	277	88%							316	100%
92	Hauts-de-Seine	32	16%	164	82%					5	2%	201	100%
93	Seine-saint-Denis			149	70%			43	20%	21	10%	213	100%
94	Val-de-Marne	43	11%			173	44%			180	45%	396	100%
95	Val-d'Oise	244	97%	8	3%							252	100%
971	GUADELOUPE											nr	
972	MARTINIQUE	64	18%							284	82%	348	100%
973	GUYANE	92	100%									92	100%
974	REUNION			60	38%			96	62%			156	100%
National		7 811	39%	1 386	7%	4 309	21%	4 473	22%	2 090	10%	20 069	100%

Nb de personnes prises en charge par type d'actions

N° dpt	Département	Prévention		Accueil-orientation		Ecoute/Suivi		Consultations/Soins		Hébergement		Insertion sociale		Insertion professionnelle		Coordination professionnelle		Culture/Sport		NR		Total		
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	
01	Ain	15	4%					352	93%							13	3%					380	100%	
04	Alpes-de-Hautes-Provence	33	100%																			33	100%	
06	Alpes-Maritimes	nr								55	34%			62	38%			45	28%	nr		162	100%	
07	Ardèche	71	33%	71	33%	73	34%															215	100%	
08	Ardennes																			nr				
09	Ariège	275	90%											29	10%							304	100%	
10	Aube							128	100%													128	100%	
11	Aude			62	59%	38	36%			5	5%											105	100%	
12	Aveyron					64	50%	nr				64	50%									128	100%	
13	Bouches-du-Rhône			428	45%	338	36%			23	2%			155	16%							944	100%	
14	Calvados	nr				245	100%															245	100%	
16	Charente																			nr				
18	Cher			27	25%	71	65%			11	10%											109	100%	
19	Corrèze																			nr				
21	Côte-d'Or	nr		305	68%			nr										145	32%			450	100%	
22	Côtes d'Armor																			nr				
24	Dordogne	88	26%	4	1%	201	60%	40	12%													333	100%	
25	Doubs			195	37%	99	19%	234	44%													528	100%	
26	Drôme	24	6%			110	29%	129	35%	24	6%					86	23%	nr				373	100%	
27	Eure	264	100%																			264	100%	
28	Eure-et-Loire																			nr				
30	Gard					368	100%															368	100%	
31	Haute-Garonne																				169	100%	169	100%
33	Gironde			19	100%																	19	100%	
34	Hérault	21	1%			126	8%			1145	74%	60	4%	199	13%							1551	100%	
35	Ille-et-Vilaine			61	68%			29	32%													90	100%	
37	Indre-et-Loire																			nr				

Nb de personnes prises en charge par type d'actions

N° dpt	Département	Prévention		Accueil-orientation		Ecoute/Suivi		Consultations/Soins		Hébergement		Insertion sociale		Insertion professionnelle		Coordination professionnelle		Culture/Sport		NR		Total	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
38	Isère	nr				nr		98	66%			50	34%									148	100%
40	Landes	40	68%					19	32%													59	100%
42	Loire	45	10%	45	10%	114	26%			114	26%	nr		114	26%	nr						432	100%
44	Loire-Atlantique	40	7%	196	36%	265	48%			6	1%						45	8%				552	100%
45	Loiret	nr				nr		200	90%					22	10%							222	100%
46	Lot	24	69%	11	31%			nr														35	100%
47	Lot-et-Garonne	80	41%	80	41%	35	18%															195	100%
48	Lozère					43	63%	25	37%													68	100%
49	Maine-et-Loire	117	46%			65	26%	19	8%					20	8%	19	8%	13	5%			253	100%
50	Manche																				nr		
51	Marne	30	6%	8	2%	15	3%	414	78%	19	4%			44	8%							530	100%
53	Mayenne							142	100%													142	100%
54	Meurthe-et-Moselle	113	11%			713	67%	81	8%			23	2%	87	8%			52	5%			1069	100%
55	Meuse											170	100%									170	100%
57	Moselle	155	24%	155	24%					62	10%	62	10%	216	33%							650	100%
59	Nord			86	19%			16	4%			353	78%									455	100%
60	Oise																			nr			
61	Orne	123	40%	33	11%	15	5%									140	45%					311	100%
62	Pas-de-Calais	28	2%			414	25%	700	43%			414	25%	81	5%							1637	100%
63	Puy-de-Dôme	16	9%			59	34%	100	57%													175	100%
64	Pyrénées-Atlantiques	21	4%	79	14%	102	18%	363	64%													565	100%
65	Hautes-Pyrénées											53	100%									53	100%
66	Pyrénées-Orientales							115	82%			25	18%									140	100%
67	Bas-Rhin									15	20%			61	80%							76	100%
68	Haut-Rhin									76	31%	76	31%	96	39%							248	100%
69	Rhône	255	80%					56	18%					8	3%							319	100%
70	Haute-Saône					89	20%	155	35%			200	45%									444	100%

Nb de personnes prises en charge par type d'actions

N° dpt	Département	Prévention		Accueil-orientation		Ecoute/Suivi		Consultations/Soins		Hébergement		Insertion sociale		Insertion professionnelle		Coordination professionnelle		Culture/Sport		NR		Total	
		nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
71	Saône-et-Loire	18	30%			42	70%															60	100%
72	Sarthe																			nr			
73	Savoie	396	25%			401	25%	432	27%							365	23%					1594	100%
74	Haute-Savoie	73	17%			30	7%	35	8%	nr		nr				280	67%					418	100%
75	Paris			49	20%	100	40%	101	40%													250	100%
76	Seine-Maritime			280	56%							216	44%									496	100%
77	Seine-et-Marne					49	13%			59	15%	36	9%	240	63%							384	100%
78	Yvelines			178	56%	48	15%			51	16%	40	13%									317	100%
80	Somme	112	30%	221	60%			38	10%													371	100%
81	Tarn							132	100%			nr										132	100%
83	Var																			nr			
84	Vaucluse							237	67%	76	22%			39	11%							352	100%
85	Vendée					30	100%									nr						30	100%
86	Vienne																			nr			
87	Haute-Vienne	40	38%			64	62%															104	100%
90	Territoire-de-Belfort					24	32%	17	22%			35	46%									76	100%
91	Essonne	186	59%			39	12%					91	29%									316	100%
92	Hauts-de-Seine			31	10%					164	50%	93	29%	37	11%							325	100%
93	Seine-saint-Denis					31	12%	43	16%	118	45%	72	27%									264	100%
94	Val-de-Marne	20	3%	93	16%	173	30%			93	16%	112	19%					91	16%			582	100%
95	Val-d'Oise	71	28%			81	32%	58	23%	12	5%	nr						30	12%			252	100%
971	GUADELOUPE																				nr		
972	MARTINIQUE							348	100%													348	100%
973	GUYANE							33	36%			59	64%									92	100%
974	REUNION	nr				137	77%	22	12%					nr				19	11%			178	100%
National		2 794	12%	2 717	12%	4 911	22%	4 911	22%	2 128	9%	2 304	10%	1 510	7%	903	4%	440	2%			22 618	100%

Ventilation du nombre de prises en charge par action et par structure

(une structure peut réaliser une ou plusieurs actions, le nombre de personnes est donc doublé ou triplé en fonction du nb d'actions)

Types de structures	Types d'actions													
	Prévention		Accueil-orientation		Ecoute/Suivi		Consultations/Soins		Hébergement		Insertion sociale		Insertion professionnelle	
	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
CSST	1 005	5%	14 516	65%	1 515	7%	2 213	10%	1 440	6%	989	4%	218	1%
CHRS	186	11%	54	3%	107	6%	22	1%	476	27%	513	29%	371	21%
Spécialisé justice	372	8%	425	9%	2 257	49%	67	1%	162	3%	420	9%	522	11%
Spécialisé alcool	899	18%	333	7%	826	17%	2 157	44%	nr		69	1%	145	3%
Autres	332	14%	389	16%	206	9%	564	24%	50	2%	313	13%	254	11%

5% des personnes prises en charge dans les CSST le sont pour des actions de prévention

(suite...)

Types de structures	Coordination professionnelle		Culture/Sport		NR		Total	
	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
CSST	32	0,14%	120	1%	152	1%	22 200	100%
CHRS			19	1%	17	1%	1 765	100%
Spécialisé justice	410	9%	13	0,28%	nr		4 648	100%
Spécialisé alcool	280	6%	197	4%	nr		4 906	100%
Autres	181	8%	91	4%	nr		2 380	100%

Ventilation des prises en charge par structure et par situation judiciaire

Types de structures	Injonctions thérapeutiques		Autres alternatives, poursuites		Contrôle judiciaire		Travail d'intérêt général		Sursis mises à l'épreuve, ajournement		Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert				Majeurs suivis en détention		Mineurs suivis en détention	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	assistance éducative		mesure pénale		Nb	%	Nb	%
											Nb	%	Nb	%				
CSST	738	11%	1878	28%	445	7%	83	1%	637	10%	56	1%	132	2%	1807	27%	111	2%
CHRS	91	8%	60	5%	40	3%	38	3%	355	31%	87	8%	5	0,43%	140	12%		
spécialisé justice	567	14%	1564	40%	571	15%	86	2%	224	6%	2	0,05%	57	1%	324	8%	5	0,13%
spécialisé alcool	149	4%	829	21%	777	19%	142	4%	676	17%	4	0,10%	79	2%	1037	26%	36	1%
autres	512	25%	450	22%	32	2%	33	2%	177	9%	148	7%	134	6%	285	14%	101	5%
Total	2 057	12%	4 781	27%	1 865	11%	382	2%	2 069	12%	297	2%	407	2%	3 593	20%	253	1%

11% des personnes prises en charge par des CSST, le sont pour des injonctions thérapeutiques.

(suite...)

Types de structures	Placements à l'extérieur		Semi-liberté		Libération conditionnelle		Sortants de prison sans mesure		TOTAL	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
CSST	125	2%	27	0,41%	86	1%	467	7%	6 592	100%
CHRS	38	3%	2	0,17%	10	1%	293	25%	1 159	100%
spécialisé justice	69	2%	130	3%	7	0,18%	322	8%	3 928	100%
spécialisé alcool	112	3%	11	0,27%	79	2%	82	2%	4 013	100%
autres	38	2%	22	1%	9	0,44%	123	6%	2 064	100%
Total	382	2%	192	1%	191	1,08%	1 287	7%	17 756	100%

Répartition des prises en charge par situation judiciaire

N° dpt	Départements	présentenciel (1)		milieu ouvert (2)		mineurs (3)		alternatives à incarcération (4)		personnes en prison et sorties de prison (5)	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
01	Ain	296	81%	23	6%	23	6%	18	5%	30	8%
04	Alpes-de-Hautes-Provence	0	0%	4	12%	0	0%	2	6%	27	82%
06	Alpes-Maritimes	41	19%	60	27%	32	15%	74	34%	45	20%
07	Ardèche	0	0%	44	41%	44	41%	0	0%	64	59%
09	Ariège	174	49%	122	35%	0	0%	0	0%	56	16%
10	Aube	68	48%	6	4%	2	1%	5	3%	64	45%
11	Aude	14	12%	3	3%	0	0%	52	44%	49	42%
12	Aveyron	14	18%	2	3%	1	1%	17	22%	44	57%
14	Calvados	245	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
18	Cher	3	4%	1	1%	5	7%	6	8%	61	86%
21	Côte-d'Or	257	57%	10	2%	0	0%	38	8%	145	32%
24	Dordogne	49	17%	9	3%	0	0%	73	25%	162	55%
25	Doubs	226	42%	22	4%	31	6%	192	35%	101	19%
26	Drôme	80	30%	9	3%	0	0%	49	19%	125	48%
27	Eure	26	37%	2	3%	0	0%	27	39%	15	21%
30	Gard	53	14%	0	0%	0	0%	69	19%	246	67%
31	Haute-Garonne	58	34%	47	28%	0	0%	33	20%	31	18%
33	Gironde	19	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
34	Hérault	130	48%	4	1%	0	0%	78	29%	58	21%
35	Ille-et-Vilaine	55	68%	0	0%	0	0%	14	17%	12	15%
38	Isère	176	98%	0	0%	0	0%	4	2%	0	0%
42	Loire	15	9%	0	0%	0	0%	45	28%	99	62%

Répartition des prises en charge par situation judiciaire

N° dpt	Départements	présentenciel (1)		milieu ouvert (2)		mineurs (3)		alternatives à l'incarcération (4)		personnes en prison et sorties de prison (5)	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
44	Loire-Atlantique	105	42%	4	2%	0	0%	24	10%	119	47%
45	Loiret	72	28%	45	18%	22	9%	60	24%	78	31%
47	Lot-et-Garonne	97	61%	4	3%	32	20%	3	2%	56	35%
48	Lozère	32	74%	2	5%	0	0%	6	14%	3	7%
51	Marne	51	10%	19	4%	4	1%	73	14%	387	73%
53	Mayenne	0	0%	2	1%	0	0%	140	99%	0	0%
54	Meurthe-et-Moselle	642	60%	153	14%	5	0%	22	2%	252	24%
55	Meuse	101	25%	19	5%	0	0%	69	17%	215	53%
57	Moselle	89	22%	43	11%	0	0%	68	17%	201	50%
59	Nord	218	59%	2	1%	0	0%	22	6%	127	34%
61	Orne	267	93%	0	0%	0	0%	0	0%	19	7%
62	Pas-de-Calais	1136	93%	7	1%	9	1%	11	1%	69	6%
63	Puy-de-Dôme	139	87%	0	0%	0	0%	0	0%	20	13%
64	Pyrénées-Atlantiques	410	73%	4	1%	1	0%	118	21%	33	6%
65	Hauts-Pyrénées	9	17%	0	0%	0	0%	28	53%	16	30%
66	Pyrénées-Orientales	3	2%	0	0%	0	0%	0	0%	137	98%
67	Bas-Rhin	33	54%	7	11%	4	7%	19	31%	2	3%
68	Haut-Rhin	96	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
69	Rhône	8	3%	137	43%	136	43%	54	17%	120	38%
71	Saône-et-Loire	0	0%	12	20%	12	20%	0	0%	48	80%
73	Savoie	717	56%	2	0%	0	0%	199	15%	366	29%
74	Haute-Savoie	66	65%	0	0%	0	0%	23	23%	12	12%

Répartition des prises en charge par situation judiciaire

N° dpt	Départements	présentenciel (1)		milieu ouvert (2)		mineurs (3)		alternatives à incarcération (4)		personnes en prison et sorties de prison (5)	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
75	Paris	34	17%	6	3%	0	0%	109	56%	46	24%
76	Seine-Maritime	301	61%	0	0%	0	0%	45	9%	151	30%
77	Seine-et-Marne	257	79%	11	3%	12	4%	26	8%	31	10%
78	Yvelines	178	56%	0	0%	0	0%	0	0%	139	44%
79	Deux-Sèvres	275	77%	38	11%	0	0%	18	5%	28	8%
80	Somme	221	85%	38	15%	0	0%	0	0%	0	0%
81	Tarn	32	24%	3	2%	3	2%	0	0%	97	73%
84	Vaucluse	76	22%	45	13%	0	0%	102	29%	129	37%
85	Vendée	9	22%	0	0%	0	0%	2	5%	30	73%
87	Haute-Vienne	40	38%	64	62%	64	62%	0	0%	0	0%
90	Territoire-de-Belfort	19	32%	0	0%	0	0%	17	28%	24	40%
91	Essonne	73	23%	10	3%	6	2%	118	37%	115	36%
92	Hauts-de-Seine	514	55%	265	29%	265	29%	148	16%	0	0%
93	Seine-saint-Denis	49	28%	4	2%	3	2%	47	27%	76	43%
94	Val-de-Marne	117	30%	126	32%	181	46%	26	7%	124	32%
95	Val-d'Oise	20	8%	3	1%	60	25%	37	16%	176	75%
972	MARTINIQUE	162	47%	0	0%	0	0%	14	4%	170	49%
973	GUYANE	33	36%	4	4%	0	0%	7	8%	48	52%
974	REUNION	3	5%	22	37%	0	0%	0	0%	35	58%
National		8 703	49%	1 469	8%	957	5%	2 451	14%	5 133	29%

Nb de personnes prises en charge au niveau national par type de situation judiciaire en 2000

	Présentenciel (1)		Milieu ouvert (2)		Mineurs (3)		Alternatives à l'incarcération (4)		Prison et sorties de prison (5)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
National	8 703	49%	1 469	8%	957	5%	2 451	14%	5 133	29%

Notes :

- (1) **présentenciel** : Injonctions thérapeutiques, autres alternatives poursuites, contrôle judiciaire.
- (2) **milieu ouvert** : Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert, placements à l'extérieur, semi-liberté, libération conditionnelle.
- (3) **mineurs** : Mineurs et jeunes majeurs en milieu ouvert, mineurs suivis en détention.
- (4) **alternatives à l'incarcération** : Travail d'intérêt général, sursis-mises à l'épreuve-ajournement.
- (5) **prison et sortie de prison** : majeurs suivis en détention, mineurs suivis en détention, sortants de prison sans mesure.

Implication DSPIP par type de structure (source DAP)

N° dpt	Départements	CSST		CHRS		Spécialisé alcool		Spécialisé justice		Autres		TOTAL
		NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées
01	Ain	2	1			2	1					4
04	Alpes-de-Hautes-Provence					1	1			1	1	2
06	Alpes-Maritimes	3	1					2	1	3	1	8
07	Ardèche	3	1									3
08	Ardennes	1	1			2	2					3
09	Ariège					1		2		1		4
10	Aube	1	1									1
11	Aude	2	1						1			2
12	Aveyron					1		1	1			2
13	Bouches-du-Rhône	2		1				5		3		11
14	Calvados	1	1		1		1	2				3
16	Charente					1						1
18	Cher	1	1	1			1	1	1			3
19	Corrèze							1				1
21	Côte-d'Or	1			1	3	5	1			1	5
22	Côtes d'Armor						1	5	1	1	1	6
24	Dordogne					2		2		2		6
25	Doubs	2				2						4
26	Drôme	1	1	1		1		1		1		5
27	Eure	1										1
28	Eure-et-Loire	1	1						1			1
30	Gard	1						1	5			2
31	Haute-Garonne	5		1								6
33	Gironde			1				3				4
34	Hérault	2	1				2	6		2		10
35	Ille-et-Vilaine					2						2
37	Indre-et-Loire	1				2			1		1	3
38	Isère	1	1			1	3	3		1		6
40	Landes	1	1			3					1	4

Implication DSPIP par type de structure (source DAP)

N° dpt	Départements	CSST		CHRS		Spécialisé alcool		Spécialisé justice		Autres		TOTAL
		NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées
42	Loire	1				1				1		3
44	Loire-Atlantique	3	1				1	1	1	1		5
45	Loiret	1	1				1	2			1	3
46	Lot					1	1		1	1		2
47	Lot-et-Garonne				1	1	1	2				3
48	Lozère	1				1						2
49	Maine-et-Loire	3	1			1	1	2	1	1		7
50	Manche					1		1				2
51	Marne	1				1		2				4
53	Mayenne									1		1
54	Meurthe-et-Moselle					1		2		2		5
55	Meuse		1		1			1			1	1
57	Moselle	1	1	1	1		1	1		3		6
59	Nord	3				2				1		6
60	Oise			1		1						2
61	Orne	1	1	1		1		1				4
62	Pas-de-Calais	4				4						8
63	Puy-de-Dôme	1				1						2
64	Pyrénées-Atlantiques	4	2			2	1	1				7
65	Hauts-Pyrénées					1					1	1
66	Pyrénées-Orientales	2	1		2					1		3
67	Bas-Rhin			3	1		2				1	3
68	Haut-Rhin							1		1		2
69	Rhône	1	1	1		2	1			1		5
70	Haute-Saône	1	1			1	1	1				3
71	Saône-et-Loire	1	1		1	1	2					2
72	Sarthe	2	1	1		2	3					5
73	Savoie	2	1			2	2	2		1		7
74	Haute-Savoie					2			1			2

Implication DSPIP par type de structure (source DAP)

N° dpt	Départements	CSST		CHRS		Spécialisé alcool		Spécialisé justice		Autres		TOTAL
		NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées	Nb DSPIP impliqués	NB financées
75	Paris	2	2		1			1	1			3
76	Seine-Maritime			1				1				2
77	Seine-et-Marne	2	2	2	1							4
78	Yvelines	2	2	1						1		4
80	Somme	1				1						2
81	Tarn	1	1				1					1
83	Var	1	1			1	1					2
84	Vaucluse	1	1			1		1		1		4
85	Vendée	1	1						1			1
86	Vienne	1					1	1				2
87	Haute-Vienne					2						2
90	Territoire-de-Belfort	1	1		4	1						2
91	Essonne	1		2								3
92	Hauts-de-Seine	1		4	3					1		6
93	Seine-saint-Denis			3		2			2	1	2	6
94	Val-de-Marne	1			1		2	2		4	4	7
95	Val-d'Oise	3		1								4
971	GUADELOUPE	1										1
972	MARTINIQUE	1								1		2
973	GUYANE	1										1
974	REUNION			1		2				5		8

National	88	38	28	19	64	40	62	20	44	16	286
Part des structures où DSPIP impliqués sur nb de structures financées		43%		68%		63%		32%		36%	

Lecture : Les DSPIP sont impliqués dans 43% des CSST

Estimations du public potentiel CDO

Estimation du taux de prise en charge de la population incarcérée

Départemts	Effectifs MF 1er avril 2001*	Estimation nb de pers dépendtes**	Ensemble prises en charge CDO prison	Part de prises en charge CDO
Ain	69	22	30	136%
Alpes-de-Hautes-Provence	20	6	26	406%
Alpes-Maritimes	1 079	345	24	7%
Ardèche	61	20	15	77%
Ariège	77	25	50	203%
Aube	729	233	16	7%
Aude	120	38	49	128%
Aveyron	56	18	11	61%
Bas-Rhin	735	235	0	0%
Calvados	705	226	5	2%
Cher	135	43	54	125%
Côte-d'Or	202	65	145	224%
Deux-Sèvres	76	24	56	230%
Dordogne	721	231	155	67%
Doubs	322	103	72	70%
Drôme	185	59	115	194%
Essonne	2 744	878	54	6%
Eure	912	292	15	5%
Gard	317	101	43	42%
Gironde	573	183	0	0%
GUYANE	400	128	41	32%
Haute-Garonne	1 077	345	2	1%

Estimation du taux de prise en charge de la population incarcérée

Départemts	Effectifs MF 1er avril 2001*	Estimation nb de pers dépendtes**	Ensemble prises en charge CDO prison	Part de prises en charge CDO
Haute-Savoie	101	32	12	37%
Hautes-Pyrénées	269	86	13	15%
Haute-Vienne	111	36	31	87%
Haut-Rhin	645	206	0	0%
Hauts-de-Seine	616	197	4	2%
Hérault	798	255	0	0%
Ille-et-Vilaine	627	201	15	7%
Isère	779	249	0	0%
Loire	329	105	80	76%
Loire-Atlantique	801	256	113	44%
Loiret	227	73	64	88%
Lot-et-Garonne	425	136	23	17%
Lozère	68	22	1	5%
Marne	457	146	380	260%
MARTINIQUE	599	192	144	75%
Mayenne	102	33	0	0%
Meurthe-et-Moselle	943	302	177	59%
Meuse	586	188	202	108%
Moselle	686	220	82	37%
Nord	2 204	705	41	6%
Orne	610	195	17	9%
Paris	961	308	6	2%

Estimation du taux de prise en charge de la population incarcérée

Départemts	Effectifs MF 1er avril 2001*	Estimation nb de pers dépendtes**	Ensemble prises en charge CDO prison	Part de prises en charge CDO
Pas-de-Calais	1 601	512	58	11%
Puy-de-Dôme	331	106	20	19%
Pyrénées-Atlantiques	328	105	39	37%
Pyrénées-Orientales	655	210	127	61%
REUNION	1 092	349	19	5%
Rhône	1 245	398	88	22%
Saône-et-Loire	351	112	48	43%
Savoie	474	152	366	241%
Seine-et-Marne	464	148	14	9%
Seine-Maritime	934	299	69	23%
Seine-saint-Denis	653	209	41	20%
Somme	435	139	0	0%
Tarn	193	62	86	139%
Territoire-de-Belfort	47	15	26	173%
Val-de-Marne	1 742	557	96	17%
Val-d'Oise	493	158	159	101%
Vaucluse	258	83	129	156%
Vendée	149	48	30	63%
Yvelines	1 024	328	48	15%
Total	36 728	11 753	3 846	33%

* Source : DAP

** Source : étude santé à l'entrée en prison, DREES 1997

Condamnations stupéfiants + alcool 1999

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Conduite en état d'ivresse	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb total de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
01	Ain	80	35	863	4	982		
02	Aisne	58	85	1 162	5	1 310		
03	Allier	23	25	988	4	1 040		
04	Alpes-de-Hautes-Provence	24	20	182	1	227		
05	Hautes-Alpes	18	2	344	4	368		
06	Alpes-Maritimes	130	146	615	4	895	198	22%
07	Ardèche	68	38	628	1	735	108	15%
08	Ardennes	33	20	685	1	739		
09	Ariège	31	8	261	1	301		
10	Aube	35		938	3	976		
11	Aude	32	45	442		519	104	20%
12	Aveyron	32	38	412	2	484	63	13%
13	Bouches-du-Rhône	566	137	1 704	9	2 416		
14	Calvados	111	15	1 553	4	1 683		
15	Cantal	53	1	190	2	246		
16	Charente	22	26	528	2	578		
17	Charente-Maritime	130	43	1 469	10	1 652		
18	Cher	64	9	736	6	815		
19	Corrèze	36	59	430	1	526		
20A	Corse-du-Sud	17	9	95	3	124		
20B	Haute-Corse	13	6	119	3	141		
21	Côte-d'Or	59	38	1 092	4	1 193		
22	Côtes d'Armor	96	11	1 939	5	2 051		
23	Creuse	21	6	334		361		
24	Dordogne	56	44	582		682		
25	Doubs	194	128	1 092	10	1 424		

Condamnations stupéfiants + alcool 1999

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Conduite en état d'ivresse	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb total de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
26	Drôme	46	23	797	10	876	593	68%
27	Eure	68	59	1 008	6	1 141		
28	Eure-et-Loire	42	34	858	3	937		
29	Finistère	75	92	3 071	12	3 250		
30	Gard	58	52	751	10	871		
31	Haute-Garonne	208	44	857	8	1 117	128	11%
32	Gers	42	10	295	2	349		
33	Gironde	128	32	3 123	12	3 295	22	1%
34	Hérault	158	112	1 166	1	1 437	25	2%
35	Ille-et-Vilaine	128	36	2 346	18	2 528		
36	Indre	15	31	504	3	553		
37	Indre-et-Loire	113	21	1 292	12	1 438	87	6%
38	Isère	170	165	1 224	5	1 564		
39	Jura	26	14	652	2	694		
40	Landes	18	3	636	2	659		
41	Loir-et-Cher	26	2	518	8	554		
42	Loire	136	66	960	5	1 167		
43	Haute-Loire	17	2	472	7	498		
44	Loire-Atlantique	54	68	2 689	8	2 819	36	1%
45	Loiret	111	23	1 494	8	1 636	127	8%
46	Lot	41	20	290	1	352		
47	Lot-et-Garonne	43	28	753	3	827		
48	Lozère	12	9	95		116		
49	Maine-et-Loire	113	64	1 592	9	1 778		
50	Manche	51	13	1 539	8	1 611		
51	Marne	99	27	1 341	8	1 475	279	19%

Condamnations stupéfiants + alcool 1999

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Conduite en état d'ivresse	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb total de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
52	Haute-Marne	30	26	422	1	479		
53	Mayenne	54	25	806	1	886	51	6%
54	Meurthe-et-Moselle	122	162	1 361	9	1 654	254	15%
55	Meuse	41	73	889		1 003	60	6%
56	Morbihan	119	40	2 151	13	2 323		
57	Moselle	243	184	1 805	14	2 246	363	16%
58	Nièvre	22	11	577	3	613		
59	Nord	344	220	4 427	17	5 008	141	3%
60	Oise	62	185	1 552	5	1 804		
61	Orne	28	25	1 065	4	1 122		
62	Pas-de-Calais	143	234	3 311	12	3 700	316	9%
63	Puy-de-Dôme	37	14	1 226	7	1 284		
64	Pyrénées-Atlantiques	81	11	781	5	878		
65	Hauts-Pyrénées	18	9	351	1	379		
66	Pyrénées-Orientales	148	38	636	1	823	31	4%
67	Bas-Rhin	144	58	845	3	1 050	52	5%
68	Haut-Rhin	193	96	1 321	2	1 612	0	0%
69	Rhône	266	74	1 318	7	1 665	138	8%
70	Haute-Saône	72	7	398	9	486	57	12%
71	Saône-et-Loire	67	18	866	15	966		
72	Sarthe	49	28	1 647	3	1 727		
73	Savoie	87	55	614	2	758	60	8%
74	Haute-Savoie	91	25	779	2	897	35	4%
75	Paris	277	647	3 535	11	4 470	133	3%
76	Seine-Maritime	231	45	1 972	16	2 264	214	9%
77	Seine-et-Marne	202	355	2 443	7	3 007	79	3%

Condamnations stupéfiants + alcool 1999

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Conduite en état d'ivresse	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb total de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
78	Yvelines	287	303	1 811	6	2 407	181	8%
79	Deux-Sèvres	19	7	611	1	638		
80	Somme	72	107	1 414	10	1 603	226	14%
81	Tarn	49	57	469	1	576	124	22%
82	Tarn-et-Garonne	15	22	346		383		
83	Var	172	61	995	6	1 234		
84	Vaucluse	87	52	928	3	1 070	45	4%
85	Vendée	76	25	1 586	9	1 696		
86	Vienne	76	35	954	2	1 067		
87	Haute-Vienne	56	2	447	1	506		
88	Vosges	50	7	992	5	1 054		
89	Yonne	85	36	900	6	1 027		
90	Territoire-de-Belfort	69	50	246		365		
91	Essonne	35	72	1 471	4	1 582		
92	Hauts-de-Seine	281	505	1 159	5	1 950	197	10%
93	Seine-saint-Denis	40	300	1 265	3	1 608	88	5%
94	Val-de-Marne	136	404	1 101	3	1 644	180	11%
95	Val-d'Oise	120	76	1 155	4	1 355	228	17%
971	GUADELOUPE	76	12	379	6	473		
972	MARTINIQUE	95	96	291	1	483	170	
973	GUYANE	1	0	3	0	4		
974	REUNION	67	39	1 175	6	1 287		
TOTAL		9 135	6 977	106 502	512	123 126	5 193	4%

* Source : casier judiciaire national

Condamnations stupéfiants + alcool 2000

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
01	Ain	85	12	3	810	71	9%
02	Aisne	28	80	2	1241		0%
03	Allier	26	33	4	989		0%
04	Alpes-de-Hautes-Provence	22	13		267	33	12%
05	Hautes-Alpes	21	10	1	318		0%
06	Alpes-Maritimes	130	181	4	1035	179	17%
07	Ardèche	70	32	4	800	108	14%
08	Ardennes	24	30	2	598	nr	
09	Ariège	38	3	2	337	178	53%
10	Aube	27	3	4	821	75	9%
11	Aude	48	45	2	537	104	19%
12	Aveyron	14	33	1	445	63	14%
13	Bouches-du-Rhône	532	121	5	2787	nr	
14	Calvados	102	24	9	1640	0	0%
15	Cantal	34	7	1	293		0%
16	Charente	17	8	2	750	nr	
17	Charente-Maritime	105	30	6	1400		0%
18	Cher	28	2	4	759	68	9%
19	Corrèze	27	11	1	499	nr	
20A	Corse-du-Sud	23	25	5	206		0%
20B	Haute-Corse	26	13	4	182		0%
21	Côte-d'Or	113	33	5	1047	193	18%
22	Côtes d'Armor	54	5	6	1699	nr	
23	Creuse	11	6	1	310		0%
24	Dordogne	51	24	4	625	244	39%
25	Doubs	219	82	5	1555	315	20%

Condamnations stupéfiants + alcool 2000

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
26	Drôme	33	32	4	676	183	27%
27	Eure	65	29	6	1290	44	3%
28	Eure-et-Loire	47	27	6	801	nr	
29	Finistère	91	87	13	3243		0%
30	Gard	73	36	13	1027	315	31%
31	Haute-Garonne	211	59	7	1284	111	9%
32	Gers	32	25	1	336		0%
33	Gironde	177	29	6	2769	0	0%
34	Hérault	133	90	4	1643	140	9%
35	Ille-et-Vilaine	155	32	15	2417	26	1%
36	Indre	51	23	5	588		0%
37	Indre-et-Loire	84	12	2	1445	nr	
38	Isère	179	130	11	1700	4	0%
39	Jura	35	3	2	571		0%
40	Landes	35	7	7	589		0%
41	Loir-et-Cher	5	4	5	645		0%
42	Loire	123	80	2	1409	144	10%
43	Haute-Loire	13	8	2	434		0%
44	Loire-Atlantique	49	42	7	2619	147	6%
45	Loiret	108	35	1	1644	183	11%
46	Lot	38	6	1	359		0%
47	Lot-et-Garonne	35	43	6	712	63	9%
48	Lozère	13	3		113	11	10%
49	Maine-et-Loire	107	71	6	1728		0%
50	Manche	116	8	4	1349	nr	
51	Marne	83	67	4	1707	479	28%

Condamnations stupéfiants + alcool 2000

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
52	Haute-Marne	34	9	1	405		0%
53	Mayenne	47	31	4	975	142	15%
54	Meurthe-et-Moselle	132	178	4	1827	427	23%
55	Meuse	43	62	2	887	303	34%
56	Morbihan	80	54	14	2300		0%
57	Moselle	223	185	18	2316	312	13%
58	Nièvre	26	4	4	574		0%
59	Nord	295	198	21	5435	151	3%
60	Oise	52	128	6	1473	nr	
61	Orne	21	15	2	906	19	2%
62	Pas-de-Calais	136	301	7	3943	87	2%
63	Puy-de-Dôme	55	40	9	1615	20	1%
64	Pyrénées-Atlantiques	80	31	5	989	155	16%
65	Hauts-Pyrénées	26	16	1	382	44	12%
66	Pyrénées-Orientales	68	28	3	748	137	18%
67	Bas-Rhin	103	88	4	877	28	3%
68	Haut-Rhin	201	83	2	1585	0	0%
69	Rhône	223	67	6	2026	311	15%
70	Haute-Saône	45	9	5	628		0%
71	Saône-et-Loire	71	19	6	939	60	6%
72	Sarthe	52	20	2	1640	nr	
73	Savoie	104	77	5	797	567	71%
74	Haute-Savoie	118	45	8	1161	35	3%
75	Paris	301	513	10	4303	161	4%
76	Seine-Maritime	29	63	11	2238	196	9%
77	Seine-et-Marne	123	327	5	2788	68	2%

Condamnations stupéfiants + alcool 2000

N° dpt	Départements	Détention et acquisition de stup	Usage illicite de stupéfiants	Blessures involontaires	Nb total de pers condamnées*	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
78	Yvelines	262	275	6	2576	139	5%
79	Deux-Sèvres	59	8	3	666	84	13%
80	Somme	101	84	7	1934	38	2%
81	Tarn	73	39	2	557	100	18%
82	Tarn-et-Garonne	19	3	1	417		0%
83	Var	121	128	10	1506	nr	
84	Vaucluse	60	79	2	1071	276	26%
85	Vendée	85	22	6	1335	32	2%
86	Vienne	57	40	3	948		
87	Haute-Vienne	44	15	6	504	64	13%
88	Vosges	42	12	3	763		0%
89	Yonne	57	13	2	906		0%
90	Territoire-de-Belfort	53	5	1	314	41	13%
91	Essonne	28	82	5	1402	243	17%
92	Hauts-de-Seine	214	462	4	1861	413	22%
93	Seine-saint-Denis	41	254	2	1694	127	7%
94	Val-de-Marne	137	369	5	1640	276	17%
95	Val-d'Oise	84	96	2	1290	216	17%
971	GUADELOUPE	54	9	6	459	nr	
972	MARTINIQUE	95	116	3	571	184	32%
973	GUYANE	4	5	0	53	59	111%
974	REUNION	78	32	12	1732	57	3%
	St Pierre	0		0	1		0%
TOTAL		8 422	6 593	483	123 005	9 053	7%

*Source : casier judiciaire national

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 1999	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
01	Ain	32	432	464		
02	Aisne	142	639	781		
03	Allier	1	314	315		
04	Alpes-de-Hautes-Provence	11	305	316		
05	Hautes-Alpes	12	276	288		
06	Alpes-Maritimes	228	1522	1 750	344	20%
07	Ardèche	8	328	336		
08	Ardennes	109	856	965		
09	Ariège	4	219	223		
10	Aube	73	540	613		
11	Aude	33	340	373	37	10%
12	Aveyron	6	298	304		
13	Bouches-du-Rhône	291	2519	2 810	914	33%
14	Calvados	40	1076	1 116		
15	Cantal	15	82	97		
16	Charente	17	344	361		
17	Charente-Maritime	42	842	884		
18	Cher	25	259	284		
19	Corrèze	1	256	257		
20A	Corse-du-Sud	6	173	179		
20B	Haute-Corse	5	108	113		
21	Côte-d'Or	34	514	548		
22	Côtes d'Armor	6	336	342		
23	Creuse	1	104	105		
24	Dordogne	3	212	215		
25	Doubs	53	933	986		

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 1999	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
26	Drôme	36	408	444	607	137%
27	Eure	38	1105	1 143		
28	Eure-et-Loire	13	461	474		
29	Finistère	10	724	734		
30	Gard	125	394	519		
31	Haute-Garonne	174	810	984	243	25%
32	Gers	2	153	155		
33	Gironde	208	1045	1 253	23	2%
34	Hérault	281	872	1 153	245	21%
35	Ille-et-Vilaine	25	800	825		
36	Indre	17	211	228		
37	Indre-et-Loire	44	466	510		
38	Isère	50	1344	1 394		
39	Jura	16	344	360		
40	Landes	12	220	232		
41	Loir-et-Cher	4	205	209		
42	Loire	7	510	517		
43	Haute-Loire	1	285	286		
44	Loire-Atlantique	58	927	985		
45	Loiret	62	884	946		
46	Lot	13	160	173		
47	Lot-et-Garonne	22	187	209		
48	Lozère	1	66	67		
49	Maine-et-Loire	18	668	686		
50	Manche	4	644	648		
51	Marne	192	743	935		

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 1999	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
52	Haute-Marne	11	260	271		
53	Mayenne	6	303	309	51	17%
54	Meurthe-et-Moselle	240	1294	1 534	829	54%
55	Meuse	93	368	461	nr	
56	Morbihan	36	887	923		
57	Moselle	349	1306	1 655		
58	Nièvre	9	249	258		
59	Nord	1 919	5853	7 772	335	4%
60	Oise	61	936	997		
61	Orne	5	353	358		
62	Pas-de-Calais	520	2949	3 469		
63	Puy-de-Dôme	24	533	557		
64	Pyrénées-Atlantiques	74	930	1 004		
65	Hauts-Pyrénées	28	205	233		
66	Pyrénées-Orientales	67	494	561	31	6%
67	Bas-Rhin	244	775	1 019	62	6%
68	Haut-Rhin	186	1183	1 369		
69	Rhône	216	2129	2 345	177	8%
70	Haute-Saône	12	311	323	359	111%
71	Saône-et-Loire	28	431	459		
72	Sarthe	19	524	543		
73	Savoie	42	652	694		
74	Haute-Savoie	50	555	605		
75	Paris	887	1820	2 707	128	5%
76	Seine-Maritime	163	2176	2 339	303	13%
77	Seine-et-Marne	94	3215	3 309	350	11%

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 1999	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
78	Yvelines	108	2782	2 890		
79	Deux-Sèvres	4	303	307		
80	Somme	66	846	912	226	25%
81	Tarn	4	292	296		
82	Tarn-et-Garonne	4	103	107		
83	Var	129	1273	1 402		
84	Vaucluse	117	702	819		
85	Vendée	28	631	659		
86	Vienne	51	567	618		
87	Haute-Vienne	33	276	309		
88	Vosges	53	332	385		
89	Yonne	16	420	436		
90	Territoire-de-Belfort	18	165	183		
91	Essonne	135	1352	1 487		
92	Hauts-de-Seine	583	2105	2 688	57	2%
93	Seine-saint-Denis	373	2107	2 480	196	8%
94	Val-de-Marne	150	1729	1 879	839	45%
95	Val-d'Oise	139	2307	2 446	231	9%
972	MARTINIQUE				290	
TOTAL		10 025	77 446	87 471	6 877	8%

* Données OFDT

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 2000	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
01	Ain	31	348	379	41	11%
02	Aisne	228	637	865		
03	Allier	4	225	229		
04	Alpes-de-Hautes-Provence	6	252	258	20	8%
05	Hautes-Alpes	10	241	251		
06	Alpes-Maritimes	286	1498	1784	162	9%
07	Ardèche	41	293	334	144	43%
08	Ardennes	74	837	911		
09	Ariège	20	244	264	248	94%
10	Aube	45	408	453	128	28%
11	Aude	55	352	407	105	26%
12	Aveyron	9	231	240	64	27%
13	Bouches-du-Rhône	331	2538	2869	931	32%
14	Calvados	40	1173	1213	245	20%
15	Cantal	11	165	176		
16	Charente	3	290	293		
17	Charente-Maritime	59	1152	1211		
18	Cher	14	215	229	71	31%
19	Corrèze	19	297	316		
20A	Corse-du-Sud	11	282	293		
20B	Haute-Corse	2	143	145		
21	Côte-d'Or	36	580	616	305	50%
22	Côtes d'Armor	41	423	464		0%
23	Creuse	15	141	156		0%
24	Dordogne	6	177	183	97	53%
25	Doubs	31	1137	1168	92	8%

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 2000	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
26	Drôme	39	373	412	239	58%
27	Eure	51	844	895	264	29%
28	Eure-et-Loire	15	446	461		
29	Finistère	44	568	612		
30	Gard	43	486	529	368	70%
31	Haute-Garonne	111	1006	1117	169	15%
32	Gers	29	162	191		
33	Gironde	141	1346	1487	19	1%
34	Hérault	414	1261	1675	1 514	90%
35	Ille-et-Vilaine	85	841	926	0	0%
36	Indre	15	246	261		
37	Indre-et-Loire	49	621	670		
38	Isère	59	1792	1851	148	8%
39	Jura	10	300	310		
40	Landes	32	264	296	19	6%
41	Loir-et-Cher	27	170	197		
42	Loire	28	743	771	114	15%
43	Haute-Loire	7	264	271		
44	Loire-Atlantique	76	860	936	402	43%
45	Loiret	58	682	740	222	30%
46	Lot	5	175	180	35	19%
47	Lot-et-Garonne	5	210	215	125	58%
48	Lozère	0	129	129	25	19%
49	Maine-et-Loire	26	608	634	209	33%
50	Manche	22	610	632		
51	Marne	113	1055	1168	346	30%

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 2000	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
52	Haute-Marne	14	175	189		
53	Mayenne	9	326	335	142	42%
54	Meurthe-et-Moselle	352	1301	1653	555	34%
55	Meuse	20	337	357	170	48%
56	Morbihan	29	847	876		
57	Moselle	429	1447	1876	371	20%
58	Nièvre	15	115	130		
59	Nord	1606	6252	7858	353	4%
60	Oise	38	920	958		
61	Orne	33	286	319	296	93%
62	Pas-de-Calais	522	2281	2803	414	15%
63	Puy-de-Dôme	47	493	540	143	26%
64	Pyrénées-Atlantiques	65	1003	1068	501	47%
65	Hautes-Pyrénées	17	235	252	0	
66	Pyrénées-Orientales	52	504	556	140	25%
67	Bas-Rhin	226	993	1219	76	6%
68	Haut-Rhin	212	909	1121	96	9%
69	Rhône	208	2551	2759	279	10%
70	Haute-Saône	40	310	350	315	90%
71	Saône-et-Loire	45	664	709	0	0%
72	Sarthe	66	539	605		
73	Savoie	44	507	551	1 018	185%
74	Haute-Savoie	75	381	456	0	
75	Paris	841	1834	2675	250	9%
76	Seine-Maritime	261	2101	2362	496	21%
77	Seine-et-Marne	99	2919	3018	325	11%

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Interpellations des usagers d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy*	Interpellation des usagers de cannabis*	Total pop interpellée 2000	Nb de personnes prises en charge dans l'année	Taux de pop prise en charge
78	Yvelines	91	3083	3174	317	10%
79	Deux-Sèvres	17	258	275		
80	Somme	70	627	697	259	37%
81	Tarn	18	283	301	132	44%
82	Tarn-et-Garonne	4	115	119		
83	Var	105	1123	1228		
84	Vaucluse	83	636	719	182	25%
85	Vendée	29	626	655	30	5%
86	Vienne	17	432	449		
87	Haute-Vienne	39	295	334		
88	Vosges	39	363	402		
89	Yonne	15	209	224		
90	Territoire-de-Belfort	11	194	205	30	15%
91	Essonne	165	1451	1616	316	20%
92	Hauts-de-Seine	685	2724	3409	201	6%
93	Seine-saint-Denis	472	3147	3619	170	5%
94	Val-de-Marne	138	2444	2582	396	15%
95	Val-d'Oise	209	2143	2352	252	11%
971	GUADELOUPE					
972	MARTINIQUE				348	
973	GUYANE				92	
974	REUNION				60	
TOTAL		10 504	80 724	91 228	15 596	17%

* Données OFDT

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
01	Ain	2	1 657	1 659		
02	Aisne	14	1 564	1 578		
03	Allier	39	1 275	1 314		
04	Alpes-de-Hautes-Provence	5	298	303		
05	Hautes-Alpes	15	544	559		
06	Alpes-Maritimes	53	395	448		
07	Ardèche	8	852	860		
08	Ardennes	17	1 598	1 615		
09	Ariège	14	431	445		
10	Aube	8	2 387	2 395		
11	Aude	11	553	564		
12	Aveyron	24	875	899		
13	Bouches-du-Rhône	521	1 948	2 469		
14	Calvados	83	2 779	2 862		
15	Cantal	0	303	303		
16	Charente	5	814	819		
17	Charente-Maritime	175	2 234	2 409		
18	Cher	48	1 328	1 376		
19	Corrèze	76	558	634		
20A	Corse-du-Sud	16	90	106		
20B	Haute-Corse	47	110	157		
21	Côte-d'Or	178	659	837		
22	Côtes d'Armor	14	3 034	3 048		
23	Creuse	9	484	493		
24	Dordogne	13	665	678		
25	Doubs	93	1 314	1 407		

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
26	Drôme	62	1 072	1 134	20	2%
27	Eure	20	1 767	1 787		
28	Eure-et-Loire	67	1 723	1 790		
29	Finistère	288	3 374	3 662		
30	Gard	154	863	1 017		
31	Haute-Garonne	25	853	878		
32	Gers	16	474	490		
33	Gironde	49	2 551	2 600		
34	Hérault	106	2 415	2 521		
35	Ille-et-Vilaine	207	2 755	2 962		
36	Indre	4	706	710		
37	Indre-et-Loire	0	1 852	1 852		
38	Isère	28	1 124	1 152		
39	Jura	0	1 343	1 343		
40	Landes	12	1 248	1 260		
41	Loir-et-Cher	21	944	965		
42	Loire	219	1 071	1 290		
43	Haute-Loire	7	884	891		
44	Loire-Atlantique	158	4 214	4 372		
45	Loiret	0	2 202	2 202		
46	Lot	6	531	537		
47	Lot-et-Garonne	55	1 246	1 301		
48	Lozère	2	113	115		
49	Maine-et-Loire	114	2 619	2 733		
50	Manche	4	2 319	2 323		
51	Marne	103	1 527	1 630		

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
52	Haute-Marne	26	862	888		
53	Mayenne	10	2 108	2 118		
54	Meurthe-et-Moselle	44	2 508	2 552	186	7%
55	Meuse	2	1 819	1 821		
56	Morbihan	6	2 902	2 908		
57	Moselle	55	3 086	3 141		
58	Nièvre	35	950	985		
59	Nord	191	6 022	6 213	13	0%
60	Oise	35	2 016	2 051		
61	Orne	44	2 900	2 944		
62	Pas-de-Calais	315	4 288	4 603		
63	Puy-de-Dôme	646	1 136	1 782		
64	Pyrénées-Atlantiques	247	1 732	1 979		
65	Hautes-Pyrénées	20	391	411		
66	Pyrénées-Orientales	4	955	959		
67	Bas-Rhin	145	863	1 008		
68	Haut-Rhin	282	2 246	2 528		
69	Rhône	114	974	1 088		
70	Haute-Saône	7	984	991		
71	Saône-et-Loire	80	810	890		
72	Sarthe	189	2 168	2 357		
73	Savoie	88	1 065	1 153		
74	Haute-Savoie	24	1 065	1 089	222	20%
75	Paris	nr	nr	nr		
76	Seine-Maritime	264	4 073	4 337		
77	Seine-et-Marne	281	2 175	2 456		

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 1999

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
78	Yvelines	338	2 140	2 478		
79	Deux-Sèvres	123	775	898		
80	Somme	146	1 753	1 899		
81	Tarn	40	606	646		
82	Tarn-et-Garonne	11	569	580		
83	Var	76	986	1 062		
84	Vaucluse	330	777	1 107		
85	Vendée	64	3 133	3 197		
86	Vienne	1	1 229	1 230		
87	Haute-Vienne	21	393	414		
88	Vosges	17	1 309	1 326		
89	Yonne	30	1 597	1 627		
90	Territoire-de-Belfort	0	242	242		
91	Essonne	480	624	1 104		
92	Hauts-de-Seine	703	2	705		
93	Seine-saint-Denis	357	8	365		
94	Val-de-Marne	114	7	121		
95	Val-d'Oise	205	1 444	1 649		
971	Guadeloupe	4		4		
972	Martinique	6		6		
973	Guyane	8		8		
974	Réunion	5		5		
TOTAL		9 448	138 231	147 679	441	0,30%

* Source : DLPJ

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total pers interpellée alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
01	Ain	7	1 254	1 261	326	26%
02	Aisne	31	1 465	1 496		
03	Allier	47	1 544	1 591		
04	Alpes-de-Hautes-Provence	8	381	389	13	3%
05	Hautes-Alpes	36	409	445		
06	Alpes-Maritimes	129	621	750		
07	Ardèche	12	741	753		
08	Ardennes	23	1 131	1 154		
09	Ariège	24	499	523	56	11%
10	Aube	10	1 761	1 771		
11	Aude	44	673	717		
12	Aveyron	49	803	852		
13	Bouches-du-Rhône	782	1 018	1 800		
14	Calvados	113	2 704	2 817		
15	Cantal	0	333	333		
16	Charente	3	745	748		
17	Charente-Maritime	175	1 664	1 839		
18	Cher	45	1 405	1 450		
19	Corrèze	74	495	569		
20A	Corse-du-Sud	62	109	171		
20B	Haute-Corse	40	132	172		
21	Côte-d'Or	150	644	794	145	18%
22	Côtes d'Armor	9	2 348	2 357		
23	Creuse	22	401	423		
24	Dordogne	51	637	688	196	28%
25	Doubs	100	1 144	1 244	436	35%

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total pers interpellée alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
26	Drôme	53	922	975	24	2%
27	Eure	18	1 772	1 790		
28	Eure-et-Loire	104	1 560	1 664		
29	Finistère	209	3 043	3 252		
30	Gard	97	1 025	1 122		
31	Haute-Garonne	21	1 064	1 085		
32	Gers	11	418	429		
33	Gironde	43	2 500	2 543		
34	Hérault	105	2 424	2 529		
35	Ille-et-Vilaine	263	2 630	2 893	61	2%
36	Indre	0	723	723		
37	Indre-et-Loire	18	1 869	1 887		
38	Isère	87	1 127	1 214		
39	Jura	1	900	901		
40	Landes	7	1 364	1 371	40	3%
41	Loir-et-Cher	66	898	964		
42	Loire	276	1 235	1 511	45	3%
43	Haute-Loire	39	760	799		
44	Loire-Atlantique	104	3 978	4 082		
45	Loiret	5	1 721	1 726		
46	Lot	8	483	491		
47	Lot-et-Garonne	63	1 126	1 189	35	3%
48	Lozère	0	144	144	18	13%
49	Maine-et-Loire	162	2 721	2 883	25	1%
50	Manche	26	1 745	1 771		
51	Marne	78	1 459	1 537	184	12%

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total pers interpellée alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
52	Haute-Marne	40	843	883		
53	Mayenne	2	1 595	1 597		
54	Meurthe-et-Moselle	20	1 346	1 366	514	38%
55	Meuse	41	1 364	1 405		
56	Morbihan	18	3 269	3 287		
57	Moselle	63	2 285	2 348		
58	Nièvre	58	904	962		
59	Nord	142	4 110	4 252	16	0%
60	Oise	9	1 819	1 828		
61	Orne	26	2 232	2 258	15	1%
62	Pas-de-Calais	271	4 576	4 847	809	17%
63	Puy-de-Dôme	287	1 028	1 315	16	1%
64	Pyrénées-Atlantiques	115	626	741	64	9%
65	Hauts-Pyrénées	35	312	347	53	15%
66	Pyrénées-Orientales	8	927	935		
67	Bas-Rhin	163	722	885		
68	Haut-Rhin	46	2 108	2 154		
69	Rhône	108	881	989	40	4%
70	Haute-Saône	25	962	987	129	13%
71	Saône-et-Loire	96	762	858	60	7%
72	Sarthe	11	1 732	1 743		
73	Savoie	84	865	949	180	19%
74	Haute-Savoie	18	1 220	1 238	418	34%
75	Paris	nr	nr	nr		
76	Seine-Maritime	402	3 970	4 372		
77	Seine-et-Marne	217	1 930	2 147		

Part de la population prise en charge sur la population interpellée en 2000

N° dpt	Départements	Sécurité publique*	Gendarmerie nationale*	Total pers interpellée alcoolémie	Nb de personnes prises en charge dans l'année par des structures alcool	Taux de pop prise en charge
78	Yvelines	63	1 752	1 815		
79	Deux-Sèvres	36	801	837		
80	Somme	90	1 653	1 743	112	6%
81	Tarn	57	422	479		
82	Tarn-et-Garonne	4	730	734		
83	Var	48	1 333	1 381		
84	Vaucluse	324	984	1 308	170	13%
85	Vendée	54	2 659	2 713		
86	Vienne	51	1 273	1 324		
87	Haute-Vienne	11	286	297	104	35%
88	Vosges	103	1 150	1 253		
89	Yonne	37	1 250	1 287		
90	Territoire-de-Belfort	76	207	283	30	11%
91	Essonne	397	559	956		
92	Hauts-de-Seine	804	2	806		
93	Seine-saint-Denis	418	2	420	43	10%
94	Val-de-Marne	127	3	130		
95	Val-d'Oise	136	1 056	1 192		
971	Guadeloupe	15		15		
972	Martinique	8		8		
973	Guyane	0		0		
974	Réunion	23		23	96	417%
TOTAL		9 097	123 182	132 279	4 473	3%

* Source : DLP AJ

Bilan MILDT Année 2001

Conventions départementales d'objectifs justice/santé

Chapitres 47-16/30 et 31-96/10

Bilan année 2001

Données générales

94 départements ont été financés en 2001 pour un montant de 10,7 millions d'euros (Chapitres 47-16/30 et 31-96/10 et reliquat FSE)²

- 9,2 millions d'euros sur le chapitre 47-16/30
- 1,2 million d'euros sur le chapitre 31-96/10
- 0,3 million d'euros sur le reliquat FSE (fin de programme)

333 structures ont été financées sur le chapitres 47-16/30

48 DDASS ont été financées sur le chapitre 31-96/10

37 675 personnes ont été prises en charge dans le cadre du dispositif

² Données MILDT

Nature des structures financées sur le chapitre 47-16/30³

TYPE DE STRUCTURES	NOMBRE DE STRUCTURES FINANCEES	%	TOTAL FINANCEMENTS (EN EUROS)	%	COUT MOYEN PAR STRUCTURE (EN EUROS)
Structures spécialisées toxicomanie	93	28%	3 966 317	39%	42 650
Structures d'hébergement	17	5%	657 144	6%	38 650
Structures spécialisées alcool (CDPA, CCAA, autres ...)	74	22%	1 689 556	17%	22 800
Réseau justice (contrôle judiciaire, enquêtes rapides et de personnalité, médiation pénale, ass. socio-culturelles pénitentiaires...)	45	14%	1 336 103	13%	29 700
Autres (points écoute, missions locales, réseau de soins, éducation à la santé, structures de lutte contre l'exclusion)	104	31%	1 619 827	25%	23 850
TOTAL	333	100 %	9 268 947	100%	27 800

³ Données rapport d'activité des chefs de projet (84 bilans exploitables)

Activité des structures et des services financés dans le cadre du dispositif

TYPE DE STRUCTURES	NOMBRE DE PERSONNES PRISES EN CHARGE	COÛT MOYEN PAR PERSONNE PRISE EN CHARGE (EN EUROS)
Structures spécialisées toxicomanie	9785	400
Structures d'hébergement	336	1900
Structures spécialisées alcool	7850	80
Réseau justice	8144	160
Autres	6518	250
DDASS vacations médico-social (chap. 31-96/10)	5042	240
Total	37 675	270

Situation judiciaire des personnes prises en charge dans le dispositif⁴

PRE-SENTENCIEL	PERSONNES	%
Injonctions thérapeutiques	4755	15
Autres alternatives	11158	35
Contrôle judiciaire	3031	10
Total pré-sentenciel	18944	60
ALTERNATIVES A L'INCARCERATION		
Travail d'intérêt général	529	2
Sursis et ajournement avec mise à l'épreuve	2937	9
Total alternatives à l'incarcération	3466	11
PEINES D'EMPRISONNEMENT ET SORTIES DE PRISON		
Majeurs suivis en détention	5822	18
Sortants de prison sans mesures	1315	4
Total des peines d'emprisonnement et des sorties de prison sans mesure d'aménagement de peines	7137	22
Placement à l'extérieur	568	1,5
Semi-liberté	116	0,5
Libération conditionnelle	271	1
Total des peines aménagées	955	3
Total des peines d'emprisonnement et des sorties de prison	8092	25
MINEURS ET JEUNES MAJEURS		
Assistance éducative	267	1
Mesures pénales	551	2
Mineurs suivis en détention	262	1
Total mineurs et jeunes majeurs	1080	4
TOTAL	31582	100

⁴ Tous crédits confondus. Donnée exploitable sur 84 départements.

Tris à plat du questionnaire

Tris à plat

Liste des départements ayant retourné le questionnaire

Départements ayant répondu au questionnaire

Département	Procureur	Chef de projet
1	Belley	
	Bourg en Bresse	
4		oui
5		oui
9	Foix	oui
10	Troyes	oui
11	Carcassonne	oui
12	Rodez	oui
14	Caen	oui
16	Angoulême	oui
17		oui
19	Tulle	oui
	Brive	
21	Dijon	oui
22		oui
23	Guéret	
24	Bergerac (2)	oui
	Perrigueux (2)	
25	Montbéliard	oui
26	Valence	oui
27		oui
29		oui
31		oui
33	Bordeaux	oui
	Libourne	
34	ni	oui
35	ni	oui
38	Bourgoin Jallieux	oui

Départements ayant répondu au questionnaire

Département	Procureur	Chef de projet
40	Mont de Marsan	oui
	Dax	
41	Blois	oui
42	Saint Etienne	oui
43		oui
47		oui
48		oui
49		oui
50	Les 3 TGI	
51		oui
52	Chaumont	oui
53	Laval	oui
54	Briey	oui
	Nancy	
55	Bar le Duc	
	Verdun	
57		oui
58		oui
59	Avesne	oui
	ni	
60	Beauvais	
61	Alençon	oui
62	Béthune	
63		
64	Pau	oui
	Bayonne	
65	Tarbes	oui
66	Perpignan	oui

Départements ayant répondu au questionnaire

Département	Procureur	Chef de projet
67	Strasbourg	oui
68	Colmar	oui
69	Lyon	oui
71	Chalon sur Saone	oui
73	Chambéry	oui
74	Annecy	oui
75	Paris	oui
76		oui
77		oui
78		oui
81	Castres	
83	Toulon	oui
84	Avignon	
85	ni	oui
87		oui
88	Epinal	oui
	Saint Dié	
89	Auxerre	oui
90		oui
91	Evry	oui
93	Bobigny	oui
94	Créteil	oui
95	Pontoise	
972		oui
973	Guyane	oui
974	Saint Denis	

ni = non identifié

Tris à plat

Modalités de réponses

Type de réponse

Questionnaire Chefs de Projet

réponses individuelle ou a deux personnes de la DDASS	26
réponse collective dont chef de projet +MISP	27
réunion de concertation	5
réponse + validation procureur	1

Questionnaire Procureurs

réponse individuelle procureur ou substitut	30
réponse collective justice	13
réponse collective justice + DDASS	9
réunion de concertation	3

Personnes ayant participé à l'élaboration des réponses

Questionnaire Chefs de Projet

chef de projet DDASS	23
chef de projet MILDT ou dir cab	18
MISP	22
autres DDASS	26
procureur	11
JAP	1
autre préfecture	12

Questionnaire Procureurs

procureur	52
substitut	8
DDASS	9
SPIP	12
PJJ	9
JAP	4
JE	1
MJD	1

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Mise en place	Procureurs	Chef de Projet
<i>Date de signature</i>		
1993	5	9
1994	6	6
1995	2	2
1997	1	
1998	1	1
1999	9	8
2000	24	29
2001	3	6
<i>Date de renouvellement</i>		
1994		1
1998	1	2
1999	6	10
2000	2	2
2001	4	9
2002		3
<i>Signataires</i>		
préfet	48	53
procureur	47	57
dont tous	13	
président TGI	5	5
DDASS	1	
SPIP	7	5
DDPJJ	4	3
JAP	1	3
établissement pénitentiaire	2	2
associations, opérateurs	15	8
établissement de santé	3	3
autre préfecture	0	6
autres	2	3

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Mise en place	Procureurs	Chef de Projet
<i>Intérêt CDO*</i>		
meilleure coopération médico-social et justice		31
meilleure convergence stratégies d'action		17
meilleure connaissance rôle des acteurs san et judi.	12	
meilleure cohérence des dispositifs	17	
réunir les acteurs concernés		9
mobiliser les acteurs concernés	6	6
favoriser alternatives incarcération		
faire un diagnostic	7	
construire un partenariat fiable	6	
fixer priorités communes	4	
prise en charge médicale et sociale des toxicos	4	
prise en charge détenus, sortie de prison		21
améliorer lutte contre récidive	4	5
favoriser accès au soin		4
finalisation actions dans doc de référence		
clarification rôle des associations	4	
<i>Publics visés</i>		
mineurs seulement	3	
majeurs seulement	14	15
les deux	41	47
<i>Usagers visés</i>		
tous	34	39
usagers cannabis+autres drogues+poly	5	5
usagers cannabis+autres drogues+alcool	4	6
usagers cannabis+alcool	3	2

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Mise en place	Procureurs	Chef de Projet
<i>Contentieux visés</i>		
usage illicite stup	50	nd
CEA	32	nd
détention et acquisition stup	14	nd
autre ILS	38	nd
blessure involontaire par conduc en EA, ITT3 mois	22	nd
toute autre procédure consommation alcool	29	nd
toute autre procédure consommation stup	28	nd
Identification des besoins	Procureurs	Chef de Projet
<i>Diagnostic</i>		
oui	42	50
non	13	10
<i>Participants*</i>		
DDASS	31	44
DDJS	6	3
police ou gendarmerie	13	14
parquet	30	32
PJJ	15	10
SPIP	22	28
JAP	12	8
JE	4	2
groupe de travail interinstitution	4	6
opérateur local	4	23
prestataire extérieur	1	4
<i>Sources</i>		
toutes	16	21
sanitaires+judiciaires	9	5
sanitaires+judiciaires+ données structures	6	12

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Identification des besoins	Procureurs	Chef de Projet
<i>Débat</i>		
sur situation sanitaire département	27	26
sur offre départementale de prise en charge	36	37
sur prévalence conduite addictives	21	34
sur besoins PMJ	33	42
<i>Discussion sur stratégies en matière de**</i>		
interpellation	11	13
politique pénale	35	33
politique sanitaire	20	36
politiques sociales	6	23

Pilotage	Procureurs	Chef de Projet
<i>Personne en charge du dossier</i>		
DDASS, chef de projet toxico		34
préfecture, dircab, chargé mission		22
SPV		4
procureur	30	
procureur adjoint	8	
substitut stup	17	
<i>Comité de pilotage</i>		
oui	37	44
non	13	17
<i>Présidence</i>		
Préfet	5	8
procureur	1	3
chef de projet, directeur de cabinet	11	16
chef de projet, DDASS		7
dir DDASS	7	4
autre préfecture	3	
DDJS	1	
plusieurs personnes	6	6

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Pilotage	Procureurs	Chef de Projet
<i>Composition*</i>		
Préfecture	14	14
Parquet	29	11
SPIP	24	37
PJJ	16	28
DDASS, chef de projet toxico	28	33
Police	16	19
Gendarmerie	18	16
DDJS	11	15
DDTEFP	2	7
Douanes	5	7
Education nationale	12	13
Collectivités territoriales	10	15
Etablissements pénitentiaires	7	16
Associations, opérateurs	9	25
Autres magistrats	7	9
Autres	6	17
<i>Périodicité des réunions</i>		
1f/an	11	12
2f/an	16	13
3f/an	5	6
trimestrielle	1	9
<i>Assiduité</i>		
bonne	30	36
moyenne	3	3
mauvaise	1	1
<i>Autres structures de concertation</i>		
groupes de travail thématiques	9	18
comités locaux	3	
autres	4	14
non	11	10

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Pilotage	Procureurs	Chef de Projet
<i>Services impliqués dans bilan MILDT</i>		
DDASS seule	1	4
Autre service seul	1	5
élaboration collective	55	54
<i>Participation*</i>		
chef de projet	41	45
DDASS	46	57
DDJS	21	30
Police, Gend	28	36
parquet	48	54
SPIP	41	47
PJJ	34	37
JAP	17	14
Jcorrec.	3	7
JE	5	7
<i>Autre outil départemental de suivi</i>		
oui	14	18
non	12	13

Articulation autres dispositifs et politiques publiques	Procureurs	Chef de Projet
<i>Volet toxico ou alcool dans</i>		
PRAPS	nd	41
PRS	nd	42
SDAI	nd	27
CLS	39	39
CV	25	46
PDPD	24	35
Sécurité routière	1	5

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Articulation autres dispositifs et politiques publiques	Procureurs	Chef de Projet
<i>Volet du</i>		
PRAPS	nd	19
PRS	nd	10
SDAI	nd	7
CLS	21	18
CV	14	13
PDPD	13	9
Sécurité routière		2
<i>Dispositif complémentaire du</i>		
PRAPS	nd	17
PRS	nd	27
SDAI	nd	13
CLS	13	14
CV	8	25
PDPD	8	20
Sécurité routière		3
<i>Meilleure lisibilité des objectifs de politique pénale</i>		
oui	40	45
non	12	6
<i>Autres priorités parquet*</i>		
développement IT	2	4
prévention récidive CEA	6	
NSP		6
non	12	8
<i>Implication collectivités locales</i>		
ville ou intercom	9	7
Conseil Général	9	4
Conseil régional	2	1
non	17	25

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Conventions tripartites de prestation	Procureurs	Chef de Projet
<i>Elaboration des projets de conventions</i>		
appel à projet	8	7
sollicitation directe opérateurs	34	49
les deux	5	4
propositions des opérateurs	2	3
<i>Emergence de nouveaux opérateurs</i>		
oui	23	32
non	31	27
<i>Prise en charge de nouveaux publics*</i>		
jeunes fumeurs cannabis	3	11
mineurs toxico incarcérés		5
mineurs délinquants PJJ	4	8
personnes incarcérées	8	11
alcooliques	7	20
sortants de prison	3	5
alcool et cannabis en présentenciel		5
non	23	7
<i>Nouvelles formes action par les opérateurs*</i>		
IT		5
orientation sanitaire usagers stup	7	
consultation médicale présentenciel	4	
obligation de soins pour alcool		5
permanence CSSTou CCAA en MA	1	4
formations et stages des partenaires	3	4
groupes de paroles	5	6
autres	23	46
non	10	8
<i>Fixation objectifs quantitatifs</i>		
oui	26	45
non	25	15

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Conventions tripartites de prestation	Procureurs	Chef de Projet
<i>Clarification des modalités de fonctionnement partenarial</i>		
oui	43	50
non	6	9
Appréciation sur le fonctionnement du dispositif	Procureurs	Chef de Projet
<i>Opinion pilotage</i>		
appui	10	28
outil méthodo et de réflexion		7
faible plus-value	5	9
manque d'info sur autres départements		4
pas de lisibilité du pilotage	8	
<i>Demandes refusées</i>		
oui	9	23
non	35	34
<i>Devenir des projets refusés</i>		
abandon	2	11
autres financements	5	11
<i>Opinion refus</i>		
manque de lisibilité critères, incompréhension	2	8
autres	3	20
<i>Coopération DDASS /justice et justice /sanitaire et social</i>		
oui	43	51
non	7	5

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Appréciation sur le fonctionnement du dispositif	Procureurs	Chef de Projet
<i>Avec qui ?*</i>		
Procureur et parquet		43
SPIP		38
JAP		11
DDPJJ		11
Etablissements pénitentiaires	4	11
DDASS	24	
secteur médical et hopitaux	18	
opérateurs	18	
<i>Meilleure connaissance offre sanitaire par justice</i>		
oui	31	39
non	10	4
<i>Meilleure connaissance contraintes judiciaires par sanitaire</i>		
oui	27	48
non	6	5
Appréciation des résultats obtenus	Procureurs	Chef de Projet
<i>La CDO a permis</i>		
de toucher les nouveaux publics prévus	34	46
de développer les nouvelles prestations prévues	42	52
d'augmenter le nombre de prises en charge	37	44
d'améliorer les bilans de situation des personnes	27	34
d'améliorer l'orientation des personnes	43	48
d'améliorer la prise en charge et le suivi des personnes	43	54
<i>Principales difficultés à atteindre objectifs*</i>		
manque de disponibilité acteurs judiciaires		6
difficulté évaluer associations	2	5
difficulté à réunir intervenants	4	
dissensions entre associations	4	

Tris à plat

* = plus de 4 occurrences **= seules les réponses oui sont comptabilisées

Appréciation des résultats obtenus	Procureurs	Chef de Projet
CDO = mobilisation des institutions		
d'accord	50	59
pas d'accord	6	2
CDO = mobilisation des structures financées		
d'accord	49	58
pas d'accord	4	3
CDO = financements complémentaires		
d'accord	36	39
pas d'accord	14	22
CDO = dispositif souple		
d'accord	33	45
pas d'accord	20	12
CDO = effet à la marge		
d'accord	14	20
pas d'accord	27	33
CDO = réponses judiciaire adaptée situation ind.		
d'accord	48	49
pas d'accord	5	7